

*l'Anti*capitaliste

n°234 | 20 mars 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Austérité, Medef, gouvernement,
droite, extrême droite...



**VOTONS
ANTICAPITALISTE!**



Dossier
*Des listes
anticapitalistes
aux municipales*
Pages 6 et 7



ÉDITO
Pour le gouvernement, c'est
«impair» tous les jours!
Page 2

PREMIER PLAN
Ukraine: après l'annexion
russe de la Crimée Page 2

ACTU POLITIQUE
Crise politique: le régime
présidentiel mis à mal
Page 4

LIBRE EXPRESSION
La lutte des intermittentEs
Page 12



Par ROSELINE VACHETTA

Pour le gouvernement, c'est «impair» tous les jours!

Au final, la circulation alternée n'aura pas vraiment lieu ! Et le gouvernement a donc une nouvelle fois tout faux. Ce pic de pollution, extrêmement dangereux pour la santé publique, était parfaitement prévisible, les dépassements du seuil d'alerte ont été effectifs dans 30 départements. Mais il aura fallu attendre 6 jours pour qu'il se décide enfin, avec la circulation alternée pendant une petite journée et l'application – pendant trois jours et dans la seule région parisienne – de la gratuité des transports en commun. Cette gratuité est une urgence que nous défendons avec d'autres depuis longtemps pour l'ensemble du territoire, 365 jours par an, en particulier dans cette campagne municipale. Mais pourquoi le gouvernement a-t-il pris cette mesure ? Pour prendre en compte sérieusement ce qui détruit la santé publique, et particulièrement celle des plus fragiles ? Certainement pas ! Et pourtant les risques majeurs pour notre santé sont réels : les particules fines s'infiltrent partout, provoquant allergies, asthmes, maladies cardio-vasculaires... et 42 000 morts prématurées par an. La préoccupation essentielle de ce gouvernement semble uniquement de ne pas faire d'erreur de communication (il faut dire qu'il est champion en la matière) et d'avoir une « gestion souple » afin de ne pas mécontenter les citoyens à la veille des échéances électorales... D'ailleurs, dès le lendemain, le ministre des Transports pouvait s'exclamer ravi : « ça ne jouera pas pour les municipales » ! Une fois de plus, alors que dans plusieurs grandes villes, ils défendent la gratuité et le développement des transports publics en commun, les ministres d'EÉLV n'ont pas jugé bon de claquer la porte du gouvernement... Les candidates du PS et de l'UMP à la mairie de Paris se renvoient la balle. Elles n'ont pas tort : au-delà des beaux discours et autres Grenelle de l'environnement, leurs partis, quand ils gouvernent, conduisent des politiques semblables : priorité aux lobbies du pétrole et de l'industrie, ce qui autorise le développement du parc automobile diesel et la multiplication des axes routiers qui favorise les transports les plus dangereux et polluants. Notre santé, notre avenir, nos vies valent beaucoup plus que tous leurs profits. Nous ne les laisserons pas nous les voler !

Voir aussi article en page 9

BIEN DIT

Si personne n'ouvre sa gueule et n'intervient, on reste enfermé et tranquille. Ne bouge pas une oreille, ça ne te concerne pas. Et à un moment donné, lorsque ça te concerne, il est trop tard.

Le chanteur BERNARD LAVILLIERS, à propos de la montée du racisme, dans une interview à la Nouvelle République le mercredi 12 mars.

À la Une

Dimanche, votons anticapitaliste!

À quoi peuvent bien servir les élections municipales face au trois gros problèmes auxquels nous sommes confrontés : un gouvernement PS-EÉLV entièrement au service d'un patronat qui demande et obtient toujours plus de cadeaux; des réacs à l'offensive et un FN en embuscade; des résistances réellement existantes mais encore trop faibles et trop dispersées ?

Disons le tout net, s'il n'y avait pas les listes anti-capitalistes, des listes d'opposition de gauche, ces élections ne serviraient pas à grand chose tant les principaux prétendants – et les plus rares prétendants – se ressemblent... Leurs programmes sont semblables, et pour cause, ils se moulent tous dans l'austérité imposée par le gouvernement. Les élus sortants PS oublient qu'ils ont condamné les coupes budgétaires... quand elles venaient de la droite. Ils se livrent tous ou presque à la même surenchère sécuritaire. Le Front national compte sur cette situation pour rafler un maximum d'élus municipaux, misant sur son image anti-système « UMPS », usurpée mais efficace. Il est impératif que les listes soutenues ou présentées par le NPA, dans leur diversité, fassent les meilleurs résultats possibles, et permettent d'obtenir le plus d'élus.

Assumer l'indépendance pour s'opposer

S'il ne fallait qu'une seule raison pour voter et faire voter pour nos listes, ce serait bien évidemment la nécessité absolue de s'opposer à la politique du PS, et de ceux qui s'allient avec lui, que ce soit au gouvernement ou dans les municipalités. S'opposer impose de ne pas mettre le petit doigt dans la gestion, dans la participation aux majorités avec le Parti socialiste. Cette question incontournable divise le Front de gauche et explique les configurations différentes des listes soutenues par le NPA.



Indépendantes du PS au premier et au second tour, nos listes ont cherché à rassembler toutes celles et tous ceux qui font clairement ce choix : forces issues du Front de gauche, associations de quartiers, militantes et militants syndicaux, associatifs...

Démocratie réelle et soutien aux mobilisations

Il faut aussi voter pour nos listes pour ne pas laisser l'extrême droite surfer sur le rejet du gouvernement pour distiller sa haine. En menant la campagne, dans les quartiers, sur les marchés, sur nos lieux de travail, nous entendons toutes et tous ces phrases : « on a tout essayé », « c'est tous les mêmes », « moi je vais voter Marine », « ils ne seront pas pires »...

Nos listes permettent de dire clairement que oui, ils seront pires, et que non, on n'a pas « tout essayé »... En tout cas, on n'a pas essayé à grande échelle des éluEs non professionnels, des éluEs militantes, qui font vivre une démocratie réelle, qui encouragent, participent, soutiennent et relaient les mobilisations de la population sans lesquelles rien n'est possible.

Tout un programme

Enfin, il faut soutenir nos listes pour le programme qu'elles défendent. Les situations locales sont évidemment différentes, mais il y a de nombreux points communs : la démocratie et l'égalité des droits, le refus de l'austérité et le partage des richesses, la défense et l'extension

des services publics, le droit au logement...

Une exigence est portée par toutes nos listes, celle de la gratuité des transports collectifs. Alors qu'en ce mois de mars, les habitantEs des grandes agglomérations souffrent à cause de la pollution aux particules fines, cette revendication apparaît dans toute sa pertinence... et son urgence ! Elle est le symbole d'un choix de société à faire, social et écologique : préserver la santé; maintien ou retour au service public; abandon des grands projets inutiles pour développer et améliorer les dessertes des quartiers périphériques comme des zones rurales; un aménagement du territoire qui ne soit plus soumis au tout voiture...

Et ce n'est pas fini!

Enfin nos listes doivent obtenir de bons résultats pour encourager la poursuite des regroupements engagés pour les municipales. En effet, parce qu'il faut beaucoup de noms pour faire une liste, parce qu'il faut distribuer beaucoup de tracts, coller beaucoup d'affiches, avoir beaucoup de discussions pour faire entendre nos propositions peu présentes dans les médias, ces élections ont été l'occasion de rassembler.

Rassembler des forces et des militantes, agir ensemble, être présents dans les quartiers et sur les marchés, (re)construire sur le terrain des équipes qui seront utiles pour la suite, et en particulier dès le lendemain du scrutin pour préparer la manifestation du 12 avril.

Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou

UKRAINE

Après l'annexion russe de la Crimée



Ainsi Poutine a-t-il réussi son coup – pour l'instant. Après l'invasion militaire, le plébiscite à la pointe du fusil. La majorité russe de la population de Crimée a soutenu massivement la déclaration d'indépendance, premier pas vers l'intégration à la Fédération de Russie.

Cette annexion est la réponse du pouvoir russe à l'insurrection populaire et démocratique de la place Maïdan qui a renversé son homme de paille, Ianoukovitch. Et tout indique que Moscou va maintenir voire accentuer sa pression. À la veille du référendum, on

apprenait que des troupes russes s'étaient déployées dans la région de Kherson, en dehors de la Crimée.

Des sanctions symboliques

Au regard de ce qui constitue une violation majeure du droit international, fondé en premier lieu sur la stabilité des frontières, les « sanctions

Affiche en faveur du rattachement à la Russie... DR

Un monde à changer

BHL ET L'ÉTERNELLE JEUNESSE. *Le Parisien* du samedi 15 mars fait sa Une sur « Rester jeune, mode d'emploi » et consacre ses deux premières pages au sujet avec notamment un article titré « Oui, on peut rajeunir ! ». L'ineffable Bernard-Henry Lévy ne loupe pas une occasion supplémentaire de se rendre ridicule, en déclarant qu'il a une « quinzaine d'années de moins que son âge chronologique ». Ceci sur la base d'une prise de sang dont l'interprétation est facturée en moyenne 500 euros. Cette prise de sang permet de faire un diagnostic personnalisé d'un supposé âge biologique de la personne et de prescrire un traitement destiné à maintenir la « jeunesse » du patient... *Le Parisien* publie également dix conseils du docteur Saldmann (auteur d'un livre vendu à 510 000 exemplaires!), parmi lesquels dormir du côté gauche,

prendre des douches froides, ne pas quitter son conjoint... On pourrait se contenter de ricaner sur ce genre de littérature, mais en réalité, au-delà d'un constat de bon sens (il n'y a pas de mal à une certaine hygiène de vie et fumer n'améliore pas la santé), ce discours propage l'idée que la bonne santé serait seulement affaire de comportement individuel. Peu importerait les conditions de travail, l'exposition à l'amiante et autres cancérigènes, le travail de nuit, etc. Les ouvriers hommes vivent en moyenne 6,3 ans de moins que les hommes cadres (chiffres INSEE) : c'est sans doute qu'ils dorment du côté droit ! Quant à notre philosophe national, il déclare que pour entretenir son capital jeunesse, il travaille « comme un bœuf ». Ceux qui se lèvent tous les matins pour travailler à l'usine, l'hôpital, le bureau de poste, etc. n'ont sans doute pas compris la recette !

18 MARS Pacte de responsabilité : c'est non !

Avec près de 150 manifestations organisées dans toute la France et près de 100 000 manifestantEs, cette journée du 18 mars doit marquer le lancement de la mobilisation contre le Pacte de responsabilité Medef-gouvernement-CFDT-CFE-CGC-CFTC.

À Paris, 30 000 participantEs dont plus de la moitié sous les ballons de la CGT et un important cortège FO. Le reste est partagé entre Solidaires, dynamique, et la FSU. En région, plusieurs défilés avaient lieu dans la matinée. Ainsi, 25 000 manifestantEs ont défilé à Marseille, 2 500 à Clermont-Ferrand, où une banderole FO proclamait « non au pacte Hollande, Gattaz et Berger ». À Grenoble, 5 000 manifestantEs, avec 50% des tramways et bus arrêtés. Et 5 000 au Havre, 1 500 à Saint-Nazaire, 3 000 à Nice, 5 000 à Nantes, 1 800 dans le Maine-et-Loire, dont 1 500 à Angers, 3 000 à Toulon, 2 500 à Rennes, avec des slogans remarquables « Medef, PS, CFDT impactés », « non au pacte des voleurs ». Et partout, des cortèges des secteurs de la santé et des hôpitaux importants et dynamique.



Le 18 mars à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

général de la CGT, Thierry Lepaon, avait critiqué les pressions de FO sur des organisations de la CGT : « C'est, avouons-le, un souci ! » Il affirmait encore le 19 février que ce 18 mars « ne sera pas une journée contre le pacte de responsabilité ». Pas évidente non plus cette journée de mobilisation contre un gouvernement de « gauche », dans une situation où une partie du mouvement syndical s'associe complément à la politique gouvernementale. Ce basculement, engagé depuis 1995 par la

CFDT, la CFE-CGC et la CFTC, a déjà fait partie des difficultés à mobiliser contre le Pacte de compétitivité et l'Accord national interprofessionnel du même nom, ainsi que contre la réforme des retraites.

Le passage avec armes et bagages du côté du patronat et du pouvoir des uns, les hésitations et caution du dialogue social des autres, ne facilitent pas la mobilisation, même si la direction de la CGT a été bousculé par des exigences d'équipes syndicales.

C'est dans la rue que ça se passera !

Cette première mobilisation unitaire a vu s'exprimer un large refus de la politique Hollande-Ayrault. Mais nous savons que depuis des mois, le gouvernement est plus sensible aux démonstrations de la droite et des patrons que celles des salariéEs, jeunes, femmes ou chômeurs. Il nous faut donc poursuivre, étendre, radicaliser la mobilisation. Par entreprise, par branche, par région, il faut construire le rapport de forces, multiplier débrayages et grèves, pour s'opposer à toutes les conséquences de la politique gouvernementale. Construire l'unité dans la lutte et préparer le blocage de l'économie : ce 18 mars ne doit donc pas rester sans lendemain. C'est le sens de l'appel à la journée de colère de gauche qu'a proposé le NPA pour le 12 avril. L'unité peut être large, au-delà des signatures de personnalités, d'organisations syndicales, politiques, associations. Dans les entreprises, dans les quartiers, dans les villes, il faut dès maintenant commencer à construire partout un front de refus du Pacte de responsabilité, de la régression et de la répression sociale mise en œuvre par ce gouvernement.

Robert Pelletier

Un contexte compliqué...

Ni évidente ni habituelle, cette journée, appelée par l'intersyndicale CGT-FO-FSU et Solidaires à quelques jours du premier tour des élections municipales. D'autant plus que, initiée par FO, le ralliement de la CGT, entraînant dans la foulée celui de la FSU puis de Solidaires, ne s'est pas fait sans débat. Le secrétaire

oligarques à Londres ! Chacune des deux hypothèses paraît bien improbable, même si les 400 marins russes attendus le mois prochain à Saint-Nazaire pourront voir leur voyage reporté.

Autant dire que les dirigeants occidentaux sont prêts à faire leur deuil de la Crimée – si bien sûr, prient-ils avec ferveur, Poutine ne va pas trop loin et ne les contraint pas à prendre des mesures dont ils ne veulent pas. Il est un fait que le sort de l'Ukraine est infiniment moins important aux yeux des impérialismes occidentaux qu'il ne l'est à ceux de l'impérialisme russe. Le mot d'ordre « ni Washington et Bruxelles, ni Moscou » est utile et juste,

mais à condition de ne pas omettre que c'est concrètement, aujourd'hui, la Russie qui agresse et occupe l'Ukraine.

Les marges de manœuvre de Poutine

Un autre facteur joue en faveur des dirigeants russes : la très grande confusion politique des masses ukrainiennes elles-mêmes, et dans ce cadre leurs illusions – évidemment compréhensibles – dans l'Union européenne. Certes, le phénomène n'a rien de particulier à ce pays. Il caractérise même très largement les processus révolutionnaires aux quatre coins de la planète. Que l'on pense seulement aux manifestations égyptiennes du 30 juin 2013, dont

on a dit qu'elles étaient les plus grandes de l'histoire mondiale, et qui ont eu pour conséquence pratique de ramener au gouvernement l'armée et d'anciens responsables de l'ère Moubarak. De même a-t-on vu à Kiev le retour au pouvoir d'une autre fraction d'oligarques, avec la participation au gouvernement intérimaire – composé à la proportionnelle des forces politiques – de trois ministres fascistes. Le danger est là, même si l'influence des fascistes est trop souvent surestimée : selon une enquête du centre SOCIS conclue le 4 mars, les possibles candidats de Svoboda et de Pravyi Sektor à la prochaine présidentielle recueilleraient aujourd'hui, à eux deux, le soutien de

seulement 4,1% des Ukrainiens. Il reste que Poutine a pu user et abuser d'une rhétorique « antifasciste » faisant appel au souvenir de la « Grande guerre patriotique »... La lutte pour défendre l'indépendance de l'Ukraine ne fait que commencer, et seul le mouvement ouvrier saura la garantir. L'espoir réside dans le renforcement des syndicats indépendants et de l'auto-activité des travailleurs, dans le développement de forces révolutionnaires antistaliniennes telles que l'union socialiste Opposition de gauche. La grande manifestation anti-guerre qui a eu lieu samedi 15 mars à Moscou est un encouragement fort dans cette voie.

Jean-Philippe Divès

Le chiffre 50 000

C'est le nombre de manifestantEs à Moscou samedi 15 mars contre la politique de Poutine en Ukraine : « Ne touchez pas à l'Ukraine ! », « Non à la guerre ! », « Pas de référendum sous la menace des armes ! » disaient les pancartes des manifestantEs.



Agenda

Jeudi 20 mars, réunion publique du NPA, Paris. Avec les porte-parole du NPA 75 et d'autres têtes de liste de la région parisienne, à 19h 30 au gymnase Japy, Paris 11e.

Jeudi 20 mars, réunion publique unitaire, Chambéry. Avec Alain Krivine (NPA), Jean-Jacques Boilaroussie (Alternatifs et Ensemble) et Tifin Ducharme (Parti de gauche), à 20h au Manège.

Jeudi 20 mars, projection débat du NPA, Bagneux. Projection du film *La France qui se lève tôt* en présence du réalisateur Hugo Chesnard, à 19h 45 salle Coudon, 18 rue Salvador-Allende.

Vendredi 21 mars, réunion publique du NPA, Nanterre. Avec Yann Le Merrer, tête de liste, à 20h salle des Guignons, 7 boulevard du Général-Leclerc.

Samedi 22 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme. À Paris, manifestation à 14h place de la République, avec Olivier Besancenot pour le NPA.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

L'appel au patriotisme fiscal passe d'abord par la baisse des impôts.

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX, vice-président du Medef, interviewé par Radio classique le lundi 17 mars.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

VIOLENCES SEXUELLES

L'armée pire qu'ailleurs?



L'enquête de Leila Miñano et Julia Pascual sur les violences sexuelles dans l'armée¹ est édifiante : harcèlements, violences, viols... et silence voire complicité de la hiérarchie.

L'absence de disposition dans le code de la défense permettant aux femmes de porter plainte, les pressions pour qu'elles se taisent, les mutations quasi systématiques des victimes qui osent parler ou qui sont tout simplement réformées, la volonté d'étouffer tout ce qui pourrait remettre en cause l'ordre... tout cela rend impossible une évaluation du nombre de soldates victimes de violences sexuelles. Mis au pied du mur par la publication de ce livre largement relayée dans de nombreux médias, le ministère de la Défense a annoncé la mise en place d'une enquête interne.

Résultats de l'enquête sans surprise

L'armée présente de manière exacerbée tous les traits de notre société qui permettent les violences sexuelles : valorisation de la virilité, banalisation des blagues sexistes, esprit de corps induisant le rejet de celles qui perturberaient la cohésion du groupe, situation de stress et de violences, en particulier lors des interventions...

La féminisation récente et rapide de l'armée s'est faite sans aucune réflexion sur la place des femmes dans cette institution masculine et aux valeurs particulièrement réactionnaires. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les violences sexuelles y soient importantes. Jusqu'ici, une relative clémence protégeait les coupables, mais certaines femmes osent défier l'institution et porter leur affaire en justice, souvent au prix de leur départ de l'armée.

Une armée non sexiste est-elle possible ?

De manière générale, la disparition des violences sexistes suppose un changement radical des rapports hommes/femmes. Il est improbable que ce changement ait lieu en premier lieu dans l'armée, même si la situation peut être améliorée, comme l'a montré l'action menée en Suède. Pourrait-on envisager une armée paritaire, avec un commandement qui le serait aussi ? Un fonctionnement transparent, la possibilité de démettre sa hiérarchie en cas de comportement sexiste ? On voit bien que cela est absurde et on imagine la réaction du haut commandement à de telles propositions ! Se débarrasser de millénaires de monopole masculin sur les armes suppose « tout simplement » la fin du patriarcat...

Hélène Pierre et Elsa Collonges

1 - *La Guerre invisible, révélations sur les violences sexuelles dans l'armée française*, Leila Miñano et Julia Pascual, éditions les Arènes, 2014, 19,80 euros.

CRISE POLITIQUE

Le régime présidentiel mis à mal

Maladresse de communication, couacs, amateurisme, disent les commentaires, toujours est-il que le gouvernement a réussi à se mettre en position de faiblesse alors que l'UMP et surtout Sarkozy étaient au cœur du scandale. Amateurisme ou multiplication des symptômes d'une crise politique plus profonde ?

« Non, je n'ai pas menti », « Non, je ne démissionne pas », martelait Christiane Taubira, la garde des Sceaux après le conseil des ministres, en réponse à un Copé trop content de jouer la diversion : « il n'est pas possible qu'elle reste en fonction. »

N'avoue jamais...

Démentie par le Premier ministre, la garde des Sceaux a dû reconnaître qu'elle avait eu connaissance fin février des écoutes sur Sarkozy, tout en affirmant qu'elle n'en connaissait ni les dates ni le contenu... en brandissant des documents publiés par le Monde qui prouvaient le contraire ! Au final, la version officielle a été énoncée par le Premier ministre : on savait tout, mais on ne savait rien... Quant à Valls, il n'a jamais rien su... Apparemment, au gouvernement, c'est comme dans la mafia : une seule règle, le silence.

Selon la formule d'un commissaire rapportée par la presse, « rien n'est formalisé, car tout est illégal », et c'est bien là leur problème. Aucun ministre ne pouvait prendre la responsabilité d'assumer l'évidence, le pouvoir savait, parce qu'aucun ne voulait prendre sur lui d'être accusé d'utiliser la justice pour déstabiliser Sarkozy et l'UMP. Et surtout pas Christiane Taubira, cible de la droite déjà mise en cause début février après une tentative de



mutation du procureur général de Paris proche de Sarkozy.

De Paul Bismuth à Bygmalion en passant par Buisson

On apprend au passage que les deux juges chargés d'enquêter sur l'éventuel financement libyen de la première campagne présidentielle de Sarkozy avaient « découvert des faits nouveaux » qui étayaient les soupçons de trafic d'influence. On apprend aussi que Sarkozy avait un portable au nom de Paul Bismuth, ancien ami de lycée de son avocat,

Thierry Herzog, ce qui lui permettait d'échanger avec ce dernier en toute discrétion. Sarkozy est plus méfiant vis-à-vis de la justice qu'il ne l'était vis-à-vis de son ami Patrick Buisson ! Le voile se lève sur les pratiques du petit monde de la Sarkozie. Après que *le Point* a mis sur la place publique les petites faveurs de 8 millions d'euros que Copé faisaient à ses amis en prenant dans les caisses de l'UMP, on apprend que la même société, Bygmalion, doit plus d'un million d'euros à l'Éducation nationale.

12 AVRIL L'appel de la rue

Les discussions unitaires sur la manifestation nationale du 12 avril se poursuivent. Un appel devrait être signé prochainement par un large spectre d'organisations politiques, de syndicats, et d'associations, mais aussi de personnalités du mouvement social, des boîtes en lutte et le monde intellectuel et artistique.

Force est de constater qu'il n'est pas toujours aisé de mettre autour de la même table mouvement social, organisations politiques et syndicats. Tous conviennent pourtant de la nécessité d'une riposte face aux attaques du gouvernement et à l'omniprésence de la droite et de l'extrême droite sur le terrain de l'opposition et dans la rue. Mais, pour autant, chacun semble obéir à sa propre logique et entretenir des réticences vis-à-vis de l'autre. On retrouve d'un côté des organisations politiques pour qui la tentation électoraliste reste l'horizon indépassable, et de l'autre le mouvement social et les syndicats qui craignent d'être instrumentalisés par les politiques. La séquence électorale dans laquelle nous sommes plongés, où se succèdent municipales et européennes, n'est pas là pour faciliter les choses. Mais il y a urgence pour tous ceux qui se

battent quotidiennement contre la politique du gouvernement et ses méfaits à se regrouper pour faire entendre leur voix dans la rue, celle d'un non de gauche.

Impulser des cadres de regroupement

Tout l'enjeu de ce collectif est donc bien de dépasser les traditionnelles méfiances pour impulser une dynamique qui fasse le lien entre le mouvement social, le mouvement syndical et le mouvement politique. Une dynamique à laquelle nous nous sommes attelés car seule la convergence de ces forces peut nous permettre de passer à l'offensive. Aujourd'hui cette offensive est plus que nécessaire car ceux qui occupent la rue, ceux qui apparaissent comme une alternative politique, ce sont la droite et l'extrême droite, qui autour de la question du mariage pour tous, de l'IVG et du « jour de colère » sont en train de converger. Et cela non par



PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

des négociations d'appareil, mais grâce à des expériences militantes communes, en occupant la rue, terrain traditionnelle de la gauche. L'appel qui va être rendu public ces prochains jours n'est pas une fin en soi. Il ne s'agit pas d'une base programmatique mais d'un outil pour aider à la mobilisation. La manifestation nationale du 12 avril doit être le début d'une dynamique pour s'opposer dans la rue aux attaques de Hollande et du Medef et ne pas laisser l'opposition à la droite et à l'extrême droite.

Sarkozy, Copé and co ont bien du mal à rendre crédible la théorie du complot dont ils seraient les victimes. Ils cherchent surtout à utiliser la bêtise d'un pouvoir qui, lui-même trop empêtré dans ses magouilles, se prend les pieds dans le tapis...

La république et le président du fric

François Hollande a su garder dans la tempête toute la hauteur présidentielle : « La justice passera et je dois faire en sorte qu'elle puisse être incontestable parce qu'elle ne peut pas être contestée »... Une pensée profonde qui élude les questions en débat. Lui aussi ne savait rien et ne dira rien, en particulier sur l'avenir de Taubira au gouvernement et sur le remaniement ministériel annoncé pour après les municipales. Un remaniement qui ne changera rien. Le futur gouvernement sera porté sur les fonts baptismaux de l'échec aux municipales, des affaires, des mensonges, des coups bas qui font l'essentiel du débat politique entre l'UMP et le PS et en leur sein.

Le reste est, de tout façon, décidé ailleurs, dans les conseils d'administration des multinationales et des banques. La dictature de la finance fait de la corruption, appelé aussi trafic d'influence, la règle d'or de l'exercice du pouvoir avec au sommet un président qui concentre tous les pouvoirs et manie en permanence le double langage et le mensonge. C'est le règne de la politique unique contre les travailleurs, contre la population.

Tout cela se fait pour le plus grand bénéfice du Front national, à moins que, de mauvais coups en scandales, le monde du travail rompe avec la passivité pour demander des comptes, taper du poing sur la table pour exiger son dû et imposer sa propre démocratie contre les puissances de l'argent et leur serviteurs, de gauche, de droite ou d'extrême droite.

Yvan Lemaitre

Camille Jouve

BOSNIE Tuzla, capitale ignorée de l'Europe des travailleurs et des peuples

Du 8 au 10 mars, à l'invitation du parti politique Lijevi (La Gauche), Olivier Besancenot était en Bosnie.

Mladen, un camarade du groupe militant Iskra (l'Étincelle) conduit notre petite délégation pour ce petit périple à Tuzla. En chemin, il évoque les grands dégâts provoqués par vingt ans de libéralisme forcené sur l'économie des Balkans : accroissement des inégalités, de la pauvreté, du chômage (de 40 à 45% en Bosnie), privatisations des services publics et de l'industrie... Sur la guerre, Mladen est plus taiseux et insiste pour parler au passé. Il précise, dans un sourire, que son passeport est slovène, que sa mère est croate et son père serbe.

Au cœur de la ville : magasins fermés, voirie délaissée, immeubles détériorés dans lesquels les habitants vivent pourtant, bâtisses et murs qui parlent de « tout le bien » qu'inspirent l'ancien gouvernement à la population. L'immeuble du gouvernement du canton de Tuzla, lui, a été mis à sac puis brûlé par des manifestants le 7 février dernier, point culminant de trois journées de contestation rassemblant plus de quinze mille personnes. Un énorme graffiti proclame la « révolution » et pointe les « nationalistes, voleurs »...

Une démocratie directe sans gouvernement

Il n'y a plus de gouvernement en Bosnie depuis un mois et cela ne semble inquiéter personne. Une telle vacance de pouvoir donnerait des vapeurs à n'importe quel politicien d'ici ou d'ailleurs mais que n'importe quel passant de la rue peut vous expliquer patiemment, sans crainte, et avec conviction. Gordan, 35 ans, un des militants les plus anciens de Lijevi, nous explique l'expérience originale de démocratie directe qui a émergé à



Olivier Besancenot devant l'usine de détergent Dita. DR

Tuzla après les manifestations et la chute du pouvoir. En l'absence de gouvernement, un Plénum, assemblée populaire ouverte à toute la population de la ville, se réunit régulièrement dans une salle communale – au début quotidiennement, aujourd'hui deux fois par semaine – pour traiter des problèmes courants et des sujets politiques. Ce plénum regroupe entre sept cents et mille personnes. Les interventions sont brèves et minutées, les chefs en herbe tenus à distance. Seuls des médiateurs sont chaque fois désignés pour assurer la bonne marche de la réunion. Les thèmes sont multiples : emploi, industrie, services publics, éducation, culture, corruption, violence... Douze commissions ont été mises en place pour travailler sur les sujets jusque-là traités par les ministères. Une autre est chargée des relations avec les travailleurs. Trois groupes de travail s'occupent des médias, des aspects juridiques et de la logistique.

La légitimité du contre-pouvoir

Le Plénum a exigé du Parlement qu'il nomme rapidement un gouvernement technique, s'opposant à ce que le Premier ministre soit issu de sa propre assemblée et préférant rester indépendant du jeu politique traditionnel pour ne pas être instrumentalisé. Le Plénum se vit d'abord comme un contre-pouvoir puissant et légitime. Son objectif : que les solutions qu'il élabore soient appliquées à la lettre par le futur gouvernement, sous peine de le faire tomber une nouvelle fois en cas de non-respect du mandat. Une sorte de droit de veto institué par la démocratie directe.

Dans la commission en relation avec les travailleurs, à laquelle nous assistons, la question de la remise en marche de l'usine de détergent Dita est abordée. Cette entreprise, privatisée quelques années plus tôt, a cessé son activité, permettant à ses dirigeants de s'enrichir copieusement, de manière frauduleuse. Le débat est long : faut-il aider les

travailleurs à acheter les actions de l'entreprise, faut-il décréter l'annulation des dettes de Dita vis-à-vis de ses fournisseurs, comment confier la propriété de l'usine à ses travailleurs ? Depuis 2011, les salariés, au nombre de cent vingt aujourd'hui contre mille jadis, ne sont plus payés et se relaient par petits groupes coordonnés pour protéger l'usine contre les vols ou les tentatives de sabotage.

La question sociale au cœur de la Bosnie

Une camarade, Tijana, rapporte que, au-delà des villes de Tuzla et de Sarajevo, c'est toute la Bosnie qui s'embrase. À Mostar, par exemple, la lutte a pris une tournure symbolique. D'un côté et de l'autre du fleuve se font habituellement face deux communautés, croate et bosniaque. Cette fois, la révolte a unifié les deux groupes, n'épargnant ni les locaux gouvernementaux bosniaques ni les croates. Bien sûr, les questions nationales n'ont pas disparu, elles demeurent présentes, sourdes et latentes. Mais pour l'heure, la question sociale les jule et les transcende, pour la grande fierté de cette nouvelle génération qui dit observer avec une certaine angoisse le contre-exemple ukrainien.

Tuzla vit au rythme d'une expérience sociale et politique qui se cherche à haute voix et redécouvre probablement une velléité autogestionnaire enfouie dans les nappes phréatiques de la mémoire collective yougoslave. Elle est la capitale de l'Europe qui nous manque : une Europe des travailleurs et des peuples à construire sur les décombres de l'Union européenne, de ses traités et de sa représentation économique et politique actuelle.

Olivier Besancenot

TURQUIE «Erdogan, voleur, assassin!»

Plus d'une centaine de milliers de personnes ont participé la semaine dernière à Istanbul aux obsèques de l'adolescent Berkin Elvan.

Âgé de quatorze ans, Berkin avait été blessé à la tête par une grenade lacrymogène, alors qu'il était sorti acheter du pain en juin dernier, lors de la révolte de Gezi. Après 269 jours passés dans le coma, ne pesant plus que 16 kilos, le jeune Berkin, « l'enfant de l'espoir », a perdu la vie dans la matinée du 11 mars. L'indignation suscitée par son décès s'est traduite le jour même par de nombreuses mobilisations spontanées dans différentes villes du pays, dont la plupart furent attaquées par les forces de l'ordre. Le lendemain, lors des funérailles, la police n'intervint pas lors de la marche de l'immense cortège de Okmeydani (quartier populaire où vivait Berkin) jusqu'au cimetière (marche qui dura près de 4 heures), mais elle n'hésita pas à charger très violemment juste après la cérémonie d'enterrement pour empêcher le cortège de s'avancer vers Taksim afin de déposer des fleurs, à la mémoire du jeune Berkin, au parc Gezi.

Bien entendu, personne n'attendait du Premier ministre Erdogan qu'il exprime un quelconque regret ou présente ses condoléances à la famille du défunt, étant donné qu'il ne l'avait pas fait pour les sept autres jeunes décédés lors du soulèvement. De plus, on sait qu'il aime vanter « l'épopée héroïque » de « sa » police. Mais personne ne s'attendait à ce qu'il déclare lors d'un meeting de son parti que Berkin Elvan était un terroriste...

Provocations et menaces

Les décès d'un policier, suite à une crise cardiaque provoquée par du gaz lacrymogène, et d'un jeune (22 ans), par arme à feu lors d'un présumé affrontement entre groupes rivaux le soir des obsèques à Okmeydani, a donné l'occasion à Erdogan d'avoir désormais « ses martyrs ».

Alors que les parents des trois défunts ont déclaré qu'il fallait empêcher cet engrenage de violence dans les rues, le Premier ministre n'a rien trouvé de mieux à faire que de faire huer la mère de Berkin (qui avait déclaré que c'était Erdogan et non pas Dieu qui lui avait pris son fils) par des centaines de personne venu l'écouter à son meeting. Le fait que Berkin et sa famille soient de confession alévi (minorité musulmane) et vivent dans un quartier « de gauche » y est pour beaucoup bien évidemment. À quelques semaines des élections municipales, Erdogan et son clan, frappés depuis plusieurs mois par un scandale de corruption sans précédent, continuent à jouer la carte de la polarisation, mais cette fois, n'hésitent pas à la provoquer dans les rues. Les attaques civiles contre les locaux du parti kurde (surtout dans le sud du pays à Fethiye), sans aucune intervention de la police, laissent penser que c'est une politique gouvernementale délibérée. De même, les descentes à Okmeydani, après le décès de Berkin, de plus d'une centaine de miliciens pro-Erdogan, armés de bâtons et soutenus par la police, montrent que l'AKP n'a pas peur de recourir au pire pour sauver son pouvoir.

D'Istanbul, Uraz Aydin

AFRIQUE EUROPE

Les frontières meurtrières de Ceuta et Melilla

Le 18 mars, 500 Africains venus du sud du Sahara ont réussi à franchir la valla de Melilla, ce mur de trois grillages successifs de 7 à 8 mètres munis de barbelés, dont la concertina, barbelés munis de lames de rasoir.

C'est le passage le plus important, après la centaine de migrants le 6 novembre 2013 – dont certains nous ont raconté à Melilla, leurs périples, leurs espoirs et leur volonté de faire savoir – puis la soixantaine du 15 janvier, une centaine le 17 février et enfin 300 le 28 février.

À Melilla et plus encore à Ceuta, ceux qui sont désespérés de ne pouvoir escalader ces murs, tentent l'accès par la mer, vers les plages, mais beaucoup se noient. À Ceuta le 6 février, 15 migrants ont été retrouvés noyés après que les polices espagnoles ou marocaines ont tirés à balles et billes sur leurs bouées.

Franchir le mur de l'Europe forteresse

Ceuta et Melilla sont deux enclaves espagnoles au Maroc, villes autonomes de type colonial, de quelque 12 à 19 km² et de 80 000 habitants, Espagnols et Marocains, le plus

souvent de double nationalité. Elles s'entourent sur plus de 12 km de la valla, ce triple mur très difficilement franchissable. Il doit pourtant l'être en moins de 3 minutes, tant cette frontière est surveillée, de radars, de caméras à infrarouges, de gardes-frontière...

À chaque tentative, ce sont des centaines d'Africains qui s'y préparent. Ils se réunissent dans le Gurugu, cette montagne au nord de Melilla où ils survivent quelques mois et même des années. Lorsqu'ils sont tous d'accord, ils choisissent le lieu sur la valla, la date, le moment. Le jour venu, ils s'approchent en longues files les plus discrètes d'abord, sur les flancs de Gurugu. Puis, camouflés avant l'assaut, ils se ruent vers le triple mur. Malgré les blessures, les morts, ils recommenceront. Leur rêve d'Europe est à portée de main. Malgré le froid et la faim, eux qui ont quitté leur terre d'Afrique depuis pas moins de deux ans de route, eux qui arrivent

jusqu'au Gurugu, chassés par les forces de police marocaines, se préparent à franchir le mur.

Une fois à Melilla, ils sont, au mieux, dirigés vers le Centros de Estancia Temporal de Inmigrantes (CETI), centre de regroupement où ils trouvent hébergement et nourriture. Ils peuvent en sortir, d'abord pour aller se faire enregistrer officiellement et espérer être envoyés, sans papiers bien sûr, en Espagne d'où ils pourront rejoindre famille ou amis ailleurs en Europe. Le CETI ne peut recevoir que 480 personnes, mais actuellement, ils sont 1400... C'est dire les difficultés que rencontrent les 40 nationalités présentes.

Combattre l'inacceptable

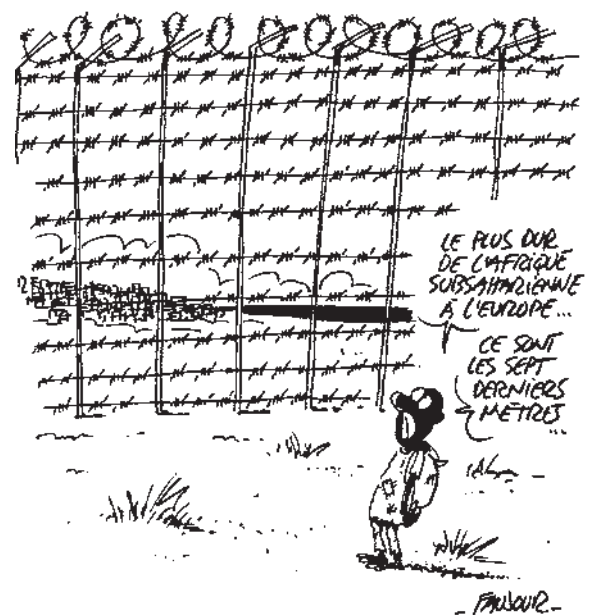
Ceux qui n'arrivent pas à passer, survivent encore et toujours dans le Gurugu, ou repassent en Algérie, ou rejoignent à environ 150 km au sud, Oujda au Maroc, près de la frontière algérienne, où les

Subsahariens s'organisent en communautés élisant leurs chefs.

Si les gouvernements marocain, et espagnol ne pensent qu'à renforcer les frontières, ils ne peuvent et ne pourront empêcher le passage des migrants à Melilla : 2186 en 2012, 2270 en 2013. Des ONG locales les aident et dénoncent les blessures graves causées par la concertina, les lames de rasoir. Le Maroc comme l'Espagne s'adressent aux États européens pour que le problème de l'immigration clandestine soit posé en Europe. Mais, comment nous, dont les gouvernements et les firmes économiques continuent à profiter, quand ce n'est pas piller, les richesses de l'Afrique, comment nous, nous pouvons accepter ce qui se passe à nos frontières, si perméables aux capitaux, si fermées aux femmes et aux hommes ?

Michèle Villanueva

Sur le site d'Europe solidaire sans frontière (ESSF), lire aussi L'Europe forteresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30491>





DES LISTES ANTICAPITALISTES

Dossier réalisé par les correspondants locaux du NPA

Contre l'austérité, la droite et l'extrême droite Pour une opposition de gauche au gouvernement

À quelques jours du premier tour des élections municipales, l'Anticapitaliste donne un dernier coup de projecteur sur quelques villes où le NPA sera présent. L'occasion pour nous de montrer la diversité de nos listes et la richesse de notre campagne.

Paris Luxe, calme et volupté?

La campagne parisienne est le reflet des difficultés actuelles de la situation politique et sociale: alors qu'Hidalgo (PS) et NKM (UMP) défendent toutes les deux un Paris pour les riches, à coup d'«embellissement de toutes les grandes places», de «fontaines», de «pack jeune entrepreneur» ou encore d'une «politique de marque pour Paris pour promouvoir et valoriser son image», le débat politique ne décolle pas.

Au premier plan, ce sont les multiples gaffes de NKM. Celle-ci ne connaît toujours pas le prix du ticket de métro, ne sait pas qui organise les ateliers introduits par la réforme des rythmes scolaires, en un mot ne connaît pas la vie réelle des classes populaires. De son côté, Hidalgo, lors de son meeting final, a aligné les discours généraux et démagogiques sur son Paris de «la star et la concierge», les «geeks» et les «gays». Mais, sur le fond, son équipe veut approfondir la réforme des rythmes scolaires (Bruno Julliard parle de coéducation entre ville et Éducation nationale, c'est-à-dire de l'accroissement des inégalités), tandis que sa politique immobilière, citée en introduction, ne peut avoir comme conséquence que de pousser les classes populaires vers la sortie de Paris. Le PCF s'est laissé attirer dans les listes du PS parce qu'il fait partie

intégrante de ce système: l'accord PS-PCF prévoit 13 conseillers municipaux pour lui et la présidence de la Société d'économie mixte Paris Seine, qui gère une partie de l'immobilier...

Une campagne polluée...

Seule la pollution semble bousculer cette non-campagne. Elle met en lumière la logique actuelle du gouvernement: faire croire que la situation écologique, économique et sociale est de la responsabilité de la population. Ce sont les automobilistes, notamment les salariéEs qui viennent de banlieue travailler à Paris, qui font les frais d'une politique qui, depuis des décennies, fait le bonheur des lobbies du pétrole et donnent tous les droits aux grandes entreprises pour polluer. Les grands partis découvrent la gratuité temporaire des transports publics, alors que nous la revendiquons pour tous, et toute l'année, avec leur développement, seul

moyen de réduire la pollution, les embouteillages et les temps de transport. Une proposition qui va de pair avec la bataille pour la réquisition des logements vides et la construction de logements au lieu de bureaux: rapprocher les lieux de travail et d'habitation. La campagne du NPA se fait donc, dans ce climat, à contre-courant. Elle défend encore le droit de vote pour les étrangers, la défense des centres de Sécurité sociale et des hôpitaux, ou encore un salaire minimum parisien de 1700 euros. Nous nous présentons dans les 7 arrondissements populaires, et soutenons en plus la liste des «sans voix» dans le 18^e. Nos réunions publiques ont réuni plusieurs dizaines de personnes, approchant la centaine dans les réunions du 13^e, du 19^e et du 20^e avec Olivier Besancenot. La campagne s'est bouclée le 20 mars avec une dernière réunion regroupant toutes les listes au gymnase Japy.

Toulouse Les quartiers populaires au cœur de la campagne

La liste «Toulouse en marche!», conduite par Ahmed Chouki, regroupe l'Issue des Sans-Voix (Collectif de militants des quartiers populaires), la République du Cœur, le NPA, ainsi que des militantEs associatifs et syndicaux.

Nous nous démarquons des autres listes de gauche par notre volonté de placer au centre du débat la question des quartiers populaires, trop souvent ignorés et délaissés par la classe politique. Ces quartiers subissent de plein fouet la crise économique et l'austérité appliquée par le gouvernement et relayée par la municipalité PS de Toulouse.

Dynamique indépendante

Bien entendu, nos propositions concernent l'ensemble de la population qui subit aussi l'austérité, et se déclinent en cinq axes: emploi, logement, solidarité, démocratie, culture/sport. La campagne est dynamique, ponctuée par des réunions dans les quartiers, un meeting, un concert de soutien, et des actions médiatiques, par exemple contre le Grand projet de ville du PS qui exclut les pauvres et crée un centre-ville d'affaires,

ou la dénonciation du traitement des chibanis. Soutenue par des personnalités comme Salah Amokrane et Tayeb Cherfi (ex-Motivé-e-s), notre liste se positionne en indépendance totale vis-à-vis du PS. Les composantes de la liste ont déjà acté que notre dynamique ne s'arrêtera pas le 30 mars. Sous des formes encore à définir, nous continuerons notre collaboration pour faire émerger sur la scène politique la question des quartiers populaires!

Sotteville À gauche vraiment!

Quand, il y a six ans, nous nous sommes lancés, avec les Alternatifs et surtout beaucoup d'autres militantEs associatifs, syndicalistes..., dans la construction d'une liste, rien n'était gagné...

Il faut dire que maire PS qui règne sur la ville depuis 1990 a usé beaucoup d'opposantEs par ses pratiques dictatoriales. Le défi avait été relevé et même plus, la liste ayant obtenu 14,6% et deux éluEs qui ont cédé la place à mi-mandat, contribuant ainsi au partage de l'expérience et au maintien du travail collectif.

Des mobilisations aux élections

L'équipe d'une quinzaine de personnes a assuré le soutien aux mobilisations locales (fermeture d'une école maternelle, mise à mort de la gare de triage, nouveaux rythmes scolaires...), la préparation des conseils municipaux pour exiger la transparence et la démocratie, la défense

inlassable face à la majorité PS-PCF de l'extension et l'amélioration des services publics (cantines, écoles, crèches...), de propositions pour l'environnement (transports gratuits, pistes cyclables, espaces verts, jardins)... Aujourd'hui, le PS local a explosé: le maire sortant est candidat, sans le soutien du PS mais avec celui du PCF de Sotteville, face à son ex-première adjointe, investie par le PS et soutenue par la fédération du PCF. La liste de droite est conduite par un élu sortant qui ne cache pas ses liens avec l'extrême droite et le FN a réussi pour la première fois à constituer une liste... Notre liste s'est élargie, avec le soutien du PG et d'Ensemble!, et milite activement pour incarner

l'indispensable opposition de gauche tant à l'austérité du gouvernement qu'à ses représentants locaux.



Beauvais Notre ville vaut plus que leurs profits!

À Beauvais existe un petit groupe de militantEs du NPA investis dans les initiatives unitaires. Nous souhaitons faire un lien entre les luttes auxquelles nous participions et l'élection municipale...

Dès juin, nous avons proposé une rencontre à toutes les organisations locales de la gauche non gouvernementale. Nous n'avons pu aboutir à une liste commune, le débat achopant avec le PCF sur les relations avec le PS pour le second tour. Nous nous sommes donc lancés dans la construction d'une liste NPA. Cela ne fut pas simple : un certain nombre de nos contacts se sont démobilisés ou aspiraient à l'unité... Pendant deux mois, nous avons rencontré les Beauvaisiens que nous côtoyons dans

les luttes, qui viennent discuter avec nous lors de notre vente hebdomadaire de *l'Anticapitaliste* sur le marché...

Des efforts qui payent!

Nous avons diffusé un premier tract à 5 000 exemplaires en décembre, et organisé un repas-débat (35 présentEs) en invitant un élu municipal du NPA. En janvier, nous avons diffusé un second tract et organisé un meeting avec Olivier Besancenot (75 présentEs)... Tous ces efforts nous ont permis d'être dans une dynamique pour finaliser la liste de 45 noms.



Cette campagne nous permet concrètement de faire de la politique, de lier mobilisations et programme, de débattre de la nécessaire construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement, et de parler d'anticapitalisme bien sûr!

Évry La gauche solidaire et combative contre l'austérité

Notre liste, conduite par Francis Couvidat, conseiller municipal sortant du NPA, est soutenue par le NPA, les militantEs du PG, du mouvement associatif et syndical.

Elle est le fruit des discussions que nous avons menées depuis plus d'un an avec les organisations du Front de gauche, en toute transparence sur des bases programmatiques. Le minimum était l'indépendance complète par rapport au PS et à la majorité municipale, au premier et second tour et après l'élection; un bilan sans concession de la gestion de la ville par Valls puis son successeur Chouat; l'articulation entre politique locale et politique nationale, à savoir la dénonciation d'une même gestion libérale servant les intérêts des grands groupes représentés par le Medef; une volonté de constituer une liste unitaire et ouverte au mouvement social et associatif.

Rassembler dans la clarté

Le PCF a d'abord refusé de mener cette discussion programmatique, puis s'est divisé sur l'attitude par rapport à la liste du PS et de ses alliés. Une partie, anciens élus de la liste PS, s'est engagée encore une fois derrière Chouat-Valls. Une autre a constitué une liste qui se réclame du Front de gauche, avec la Gauche unitaire et une minorité du PG, minorité qui a bénéficié de l'aval du bureau national, alors que les militants du PG d'Évry avaient voté à une écrasante majorité l'accord avec le NPA. Cette liste ne prend aucun engagement quant à l'attitude de ses éventuels élus dans le futur conseil municipal, disant qu'elle « n'a pas d'ennemis à gauche ». Ces ambiguïtés ne font que conforter nos camarades du PG, comme

les militantEs engagés dans les combats contre le racisme et de solidarité avec les Roms, la Palestine, qu'ils ont fait le bon choix.



Bretagne Sur les terres des Bonnets rouges

Cet automne, le NPA s'est fortement mobilisé au côté des ouvrierEs en lutte contre les licenciements. Nous poursuivons ce combat et sommes présents lors de ces élections municipales.

Colère de Brest

Cette liste à laquelle participe le NPA est également soutenue par le PG dont un militant est tête de liste et par Ensemble, tandis que le PCF et BNC (ex-PG) partent dès le 1^{er} tour avec le maire PS, afin de sauvegarder leurs quelques élus et postes d'adjoint... Dans cette ville, la plus peuplée du département où se présente aussi LO, la droite part divisée et le FN a eu du mal à boucler sa liste.

À Quimper, osons la démocratie!

Dans cette préfecture, le maire, Bernard Poignant, est le conseiller à la société civile, celui qui parle à l'oreille du Président...

En 2008, notre camarade Janine Carrasco animait une liste soutenue par la LCR et les Alternatifs (6,60%). Aujourd'hui, en seconde position, elle mène une campagne avec de nombreux autres camarades du NPA sur une liste qui regroupe des non-encartés, des militants du PCF en désaccord total avec leur direction fédérale, des membres du PG dont Patryk Szczepankiewicz, tête de liste, et des camarades d'Ensemble! (Alternatifs et Faise).

À Carhaix, la vraie gauche

Dans cette commune dont le maire n'est autre que Christian Troadec, notre camarade du NPA Matthieu Guillemot conduit une



liste composée de très jeunes colistierEs rejoint par une camarade des Alternatifs et un petit groupe du FdG dont Jean-Pierre Jeudy (ex-PCF) qui fut maire de Carhaix, une figure politique très connue dans la capitale du Poher. Le dernier débat télévisé a opposé Christian Troadec à Matthieu... le PS ayant décliné l'invitation. Comme dans le reste de la Bretagne, cette liste est dans la continuité de notre participation à un pôle ouvrier au sein des Bonnets rouges.

Montreuil Anticapitaliste et solidaire

La campagne montreuilloise a largement été commentée dans la presse nationale. Sept candidatEs à gauche pour une seule candidate à droite, et l'ancien député-maire Jean-Pierre Brard (se revendiquant du Front de gauche) qui revient sur la scène en tête dans les sondages (avec ses alliés du POI).

Les différentes listes ne montrent pas une grande différence de programme, la sécurité occupant le devant de la scène avec des propositions de police municipale, de télésurveillance... laissant peu de thèmes de campagne à une droite qui ne fait jamais plus de 10-15% dans cette ville de gauche. Sur ce thème, le Front de gauche mené par Patrice Bessac du PCF a un programme qui ne se distingue pour ainsi dire peu ou pas des autres, bien loin du programme défendu par Jean-Luc Mélenchon lors des dernières présidentielles. Renforcement de la police nationale, la même qui a défiguré deux jeunes ces dernières années à coups de flashball, police municipale et « dispositif de surveillance » (pour ne pas dire télésurveillance).

Front de lutte

Dans cette ville touchée de plein fouet par le Grand Paris, il en est de même sur le logement. Pas de réquisition, pas d'arrêt des projets inutiles de Voynet qui donne la ville aux promoteurs... Non, cette liste nous propose une « charte des promoteurs », une proposition qui ne les effraiera guère... Sur les rythmes scolaires pour ne pas s'avancer et surtout ne pas s'opposer au décret Peillon, « une concertation » sera ouverte... Le NPA a, lui, réussi à monter sa liste de 55 noms avec le milieu associatif, des décroissantEs et des sympathisantEs qui ne se retrouvent pas dans cette multitude de candidatEs autour d'un même programme. Après les élections, nous pensons déjà faire de cette liste un front anticapitaliste



de lutte, et donc garder cette structure pour préparer le 12 avril et les combats que toutes les prétendants au siège de maire nous préparent.

La brochure *Élections municipales 2014, des listes anticapitalistes* est disponible



Vous pouvez vous la procurer:

– Après des militantEs du NPA et à la **librairie la Brèche** à Paris au prix de deux euros.

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à: **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à: **diffusion.presse@npa2009.org**

Bordeaux Y aura-t-il un anticapitaliste au conseil municipal?

L'élection à Bordeaux est quasiment jouée d'avance. Le sortant Juppé semble intouchable au vu des sondages (57% dès le premier tour). Son concurrent PS, Feltesse, ne peut pas apparaître comme un opposant à la droite étant donnée la cogestion PS/UMP à la Communauté urbaine de Bordeaux depuis très longtemps...

Le changement ne peut décidément pas venir du PS, encore moins avec la politique du gouvernement en place depuis deux ans. À côté, la liste Front de gauche est « indépendante » au premier tour mais exprime clairement son soutien au PS pour un éventuel second tour, sans oublier les solidarités de gestion à la CUB, la région ou au département.

Reste notre liste NPA/Rouges vifs (anciens du PCF) pour dénoncer clairement l'austérité de droite comme de gauche, pour défendre la démocratie directe, le partage des richesses, le développement de services publics (logement, transports, crèches, santé, culture...).

Exister dans un jeu pipé... Notre objectif est d'obtenir les 5% qui permettraient d'envoyer

un ou deux élus anticapitalistes au conseil municipal. Le fait que notre tête de liste soit Philippe Poutou donne de la visibilité, une certaine médiatisation et du coup, cela nous permet d'exister un peu plus dans un « jeu électoral » pipé. Aussi cela rend plus crédible la petite chance d'avoir des élus. En tout cas, l'ambiance sur les marchés, distributions de tracts ou collages

est bonne, l'accueil chaleureux et les réactions positives, malgré un contexte social pesant. Lors d'un débat télévisé sur une chaîne locale, il y a eu un petit incident marrant. L'arrogant Juppé n'a pas du tout apprécié que nous rappelions son passé de justiciable et son inéligibilité de 5 ans. Du coup, il a refusé de serrer la main du candidat NPA/RV, s'est dit blessé en disant que « c'était dégueulasse ». Des propos relayés par le journal *Sud Ouest*. Du coup, l'info a circulé et a fait plaisir à de très nombreuses personnes. Cela renforce notre motivation à combattre le pouvoir des élites et riches bordelais, à faire entendre la voix des invisibles et des gens d'en bas. Même si l'écho est limité, cela donne un peu d'air dans une campagne bien terne.

Erratums Dans notre panorama des listes publié la semaine dernière en page centrale, nous avons commis deux grosses erreurs : – Nous avons oublié de mentionner la liste présentée par le NPA, le PG et Ensemble! à Angers (49), liste conduite par Martin Nivault (NPA). – Nous avons annoncé la présence d'une liste NPA à Lisieux (14), liste qui malheureusement n'a pas pu aboutir.

FINANCES PUBLIQUES

On lâche rien le 20 mars!

De suppressions d'emplois en restructurations incessantes, du gel des salaires à la hausse de la charge de travail... les conditions de travail et les missions des agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) se détériorent de jour en jour. À l'appel de Solidaires Finances publiques, de la CGT, de FO et de la CFTD, ils seront en grève et dans la rue le jeudi 20 mars.

Depuis 2002, 30 000 postes ont été supprimés aux finances publiques alors que la charge de travail ne fait qu'augmenter, dégradant un peu plus les conditions de vie de l'ensemble des agentEs qui subissent chaque jour toujours plus de pressions. Et, cerise sur le gâteau, cette année, ce sera 1 988 destructions d'emplois supplémentaires.

Des suppressions d'emplois doublées d'une réduction drastique des budgets de fonctionnement ayant pour conséquences de ne plus pouvoir payer certains loyers, certains fournisseurs, matériels et même de rembourser les frais de déplacements et/ou de formations des agentEs. Alors que les besoins augmentent et se diversifient, les choix politiques de droite comme de gauche, organisent la mise à mal de ce service public.

Préparée de longue date

Face à cette situation, à l'appel des quatre principales organisations syndicales, une grève nationale a lieu le 20 mars pour l'emploi, l'amélioration des conditions de vie au travail, l'arrêt du démantèlement et de la détérioration des missions de la DGFIP. Alors qu'il n'y a pas eu de grève nationale unitaire depuis novembre 2012, cette grève nationale est préparée de longue date, décidée avant que la date du 18 mars ne soit dans le paysage, avec depuis plus d'un mois des actions, des mobilisations locales unitaires : « jeudis noirs » (rassemblements, etc.), tract aux usagers, interpellation des candidatEs aux élections municipales... Bref, des actions unitaires pour faire monter la colère, la mobilisation générale. Cette journée nationale de grève se passera aussi dans la rue, puisque de nombreuses manifestations sont prévues, avec une manifestation centrale à Paris où sont attendus de nombreux agents, dont celles et ceux du Nord, du Centre, de la Haute et Basse-Normandie, de l'Est... Les agentEs des finances publiques ne seront pas seuls ce jour-là puisqu'ils ont été rejoints par les douaniers et les agentEs de la concurrence, consommation et répression des fraudes, qui subissent la même politique désastreuse qu'à la DGFIP et ont donc également décidé de résister!

Joséphine Simphon

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Qui veut gagner des millions?

Les grandes manœuvres sont de nouveau à l'ordre du jour chez les opérateurs de mobile via la vente de SFR. Derrière celle-ci, c'est la course effrénée aux profits qui est en jeu avec toujours les mêmes victimes : l'emploi, les salariéEs et les usagerEs.

Depuis quelques années, le secteur du mobile est en pleine mutation : « guerre des tarifs » depuis l'arrivée du 4^e opérateur, Free, et restructurations incessantes, avec le développement des nouvelles technologies. Une situation qui provoque une baisse du chiffre d'affaires pour les opérateurs, mais qu'on se rassure, rien de bien grave puisque les profits continuent de progresser!

Négociations pour gros chiffres...

C'est dans ce contexte que Vivendi a décidé de vendre sa filiale SFR. Deux entreprises se sont mises sur les rangs : Bouygues Telecom avec Montebourg, le ministre du Redressement (im)productif et Hollande comme principaux soutiens, et Altice (Numericable) qui a obtenu l'avantage auprès de Vivendi. Ce dernier a en effet choisi d'entrer en « négociations exclusives » avec la maison mère de Numericable pour le rachat de SFR. Ces négociations d'une

durée de trois semaines se feront sur la base d'une offre qui prévoit un paiement de 11,75 milliards d'euros pour Vivendi ainsi que l'attribution de 32% du capital de la nouvelle entité.

Cet achat par Numericable ferait naître un nouveau géant français des télécoms, numéro deux derrière Orange. Il comptera un peu plus de 18 millions d'abonnéEs mobile et 6,7 millions pour le fixe, pour un chiffre d'affaires de 11,5 milliards d'euros. Cela signifie qu'il y aura toujours demain quatre opérateurs mobile, et non trois si Bouygues avait eu l'avantage. L'achat par Numericable, c'est aussi le rapprochement entre les lignes fixes et le mobile, en s'appuyant sur la fibre optique, avec en ligne de mire le très haut débit pour ce nouveau mastodonte des télécoms.

Pas de « made in France » pour Montebourg

Pour Bercy, et pour Montebourg en particulier, la décision de Vivendi sonne comme



PHOTOTHÈQUE ROUGE / BABAR

une nouvelle défaite. En effet, le ministre du Redressement productif n'a pas ménagé ses soutiens publics à l'offre de Bouygues. Ce soutien était en partie motivé par le fait que le nouvel opérateur espéré Bouygues-SFR formerait un nouveau « champion made in France » des télécoms, au côté d'Orange France. Cela aurait permis de faire concurrence aux opérateurs européens comme Deutsche Telekom, Telefonica ou Vodafone. Raté. Pire : Bouygues Telecom se retrouve un peu plus marginalisé après le choix de Vivendi, et l'intérêt pour le groupe de conserver cette activité se pose plus que jamais.

Avec cette vente, la guerre commerciale et les restructurations ne sont pas terminées, loin de là. La course aux profits et le cours de l'action restent les préoccupations majeures des opérateurs, et pour conserver leurs marges, une seule solution, les suppressions d'emplois.

Emploi sacrifié à très haut débit

Pour rassurer le gouvernement et Arnaud Montebourg en particulier, Patrick Drahi, le PDG de Numericable, a assuré que

le rapprochement Numericable-SFR « n'aura aucun impact social négatif » et que « ce sera zéro plan social, zéro plan de départs volontaires, zéro licenciement ». Derrière ces déclarations, la réalité de l'emploi dans le secteur est tout autre.

Ainsi les effectifs n'ont pas cessé de baisser chez les opérateurs ces dernières années : 1 100 emplois supprimés en 2013 chez SFR et 24 800 « départs » prévus d'ici 2017 chez Orange. L'arrivée de Numericable ne changera en rien la situation des salariéEs. Par ailleurs, comment Numericable pourra-t-il tenir sa promesse de zéro suppression d'emplois alors qu'avec ce rachat son endettement va encore plus augmenter ? Il faudra donc très rapidement réduire les coûts... et donc supprimer des emplois.

Les grandes manœuvres dans le secteur ne sont pas près de se terminer et les seuls perdants seront toujours les salariéEs, quelle que soit leur entreprise. À moins que le développement des mobilisations ne se fasse, lui, à très haut débit!

Sandra Demarcq

6^e semaine de grève pour des postiers du 92!

► Pour l'embauche des contrats précaires

► Contre les suppressions d'emplois

► Pour l'augmentation des salaires

👉👉👉👉 Aidez-les à tenir! 👈👈👈👈

Envoyez vos chèques à Sud Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes (à l'ordre de Sud Poste 92, mention « Solidarité grévistes » au dos)

RYTHMES SCOLAIRES

Les personnels de la ville de Paris en grève

Dans un premier temps, la plupart des personnels de la Ville de Paris et leurs syndicats majoritaires, l'UNSA et la CGT, ne s'étaient pas opposés à la mise en œuvre de la réforme. Mais les conditions de cette mise en œuvre les ont fortement indignés...

Précarité de nombreux agents, certaines de payes versées avec parfois deux mois de retard ou incomplètes, pagaille administrative, manque de moyens et de temps pour nettoyer les locaux et préparer les ateliers, insuffisance ou absence de formation des agents et de

nombreux intervenantEs associatifs, horaires inadaptés, normes d'encadrement trop légères sur les ateliers... Cette situation met des agents en difficulté professionnelle. Ils sont de plus en plus nombreux à considérer que les rythmes des enfants ne sont pas respectés, à ne pas

accepter que cette réforme se traduise par une grande fatigue des enfants dans les écoles maternelles, ce que même la municipalité commence à admettre du bout des lèvres.

Reconduction

Après une première vague de mobilisation au premier trimestre, essentiellement sur les conditions de travail, les rémunérations et les statuts, c'est de plus en plus la réforme elle-même qui est contestée. L'idée qu'une autre réforme, en concertation avec les parents et les enseignantEs, est nécessaire, gagne du terrain, tant chez les animateurs qu'auprès des agents de service des écoles maternelles qui organisent des ateliers en maternelle.

Aussi, le syndicat FSU des

agents de la Ville de Paris a appelé à la grève le 14 mars, suscitant un certain affolement en cette période électorale. Les cantines et ateliers de plusieurs dizaines d'écoles ont été fermées et d'autres fortement perturbés, malgré le silence radio de la CGT et l'opposition active de l'UNSA, et en dépit du remplacement fréquent des grévistes par des non-grévistes pour décourager les agents de faire grève. L'assemblée générale des grévistes du 14 mars a décidé de reconduire le mouvement le 21, pour prendre la parole dans la campagne électorale mais aussi en espérant que les conditions seront réunies pour préparer une mobilisation plus forte et faire bouger la municipalité une fois les élections passées. À suivre.

Correspondant Ville de Paris

PSA-DONGFENG

L'emploi en ligne de mire

Après l'annonce de l'opération re-capitalisation, c'est à dire de renflouement de PSA par l'État français et le chinois Dongfeng, il reste à régler les parts respectives des uns et des autres. Le chinois Dongfeng n'entend pas être une simple roue de secours, rôle auquel le ministre Montebourg voudrait le confiner du haut de sa suffisance chauvine.

Dans un entretien avec des journalistes français rapporté par la directrice du Monde diplomatique, le numéro 2 de Dongfeng a déclaré : « Des restructurations sont indispensables afin de réduire les coûts et faire jouer les synergies. Nous sommes présents au conseil de surveillance au même titre que les deux autres partenaires », c'est-à-dire avec le même poids décisionnel.

Les fonds apportés par Dongfeng sont conditionnés aux mesures de restructurations qu'impose pour les patrons de tous les continents la concurrence mondialisée entre capitalistes. Tel est l'enjeu des discussions avant la ratification en grande pompe par Hollande et le président chinois Xi Jinping lors de sa prochaine visite en France le 26 mars prochain. En attendant, Louis Gallois (« patron

POLLUTION **Gratuité des transports en commun toute l'année!**

Particules fines, si fines... Rien n'arrête ces poussières de moins de 2/100 de mm, elles pénètrent entièrement le système respiratoire. Les dégâts sont considérables tout particulièrement chez les enfants, les personnes âgées, les personnes affaiblies par la maladie: asthme, bronchite, bronchiolite...

Ces particules sont cancérogènes et provoquent donc des décès. Et la situation est perverse: les efforts d'endurance, ordinairement bénéfiques, sont déconseillés, car plus vous ventilez, plus vous dégustez... Deux associations, «Écologie Sans Frontière» et «Respire», se tournent d'ailleurs vers les tribunaux. Ces pics de pollution sont provoqués par la conjonction d'un phénomène météo – anticyclone, chaleur printanière, absence de vent et nuits froides – et l'activité humaine, à savoir le chauffage au bois, l'industrie et les transports, surtout la circulation automobile. Le diesel est mis en cause.

Une gratuité décidée en catastrophe

En Île-de-France et dans de nombreuses autres collectivités, la gratuité a été décidée – en retard – du 14 au 16 mars. Toute partielle et étriquée qu'elle soit, cette mesure d'urgence est une formidable légitimation de notre revendication. Dans les discussions, nous en faisons le constat: la situation a changé du tout au tout. Il y a d'abord confirmation de la très grande gravité de la situation. Ensuite, ceux qui nous disaient «vous refusez de mettre les mains dans le cambouis, avec vous, utopistes, on rase gratis...», ont lâché le mot tabou, gratuité, en étant le dos au mur! L'activité des anticapitalistes et des anti-productivistes est boostée. Un moment trop rare où les militantEs ont l'oreille de leurs interlocuteurs, un moment privilégié à ne pas laisser filer! Quand nous disons que la gratuité, c'est l'urgence sociale, l'accord est rapide. Mais désormais, quand nous disons que cette gratuité rejoint l'urgence écologique, nous ne prêchons plus dans le désert: oui, cette mesure de gratuité s'impose! Urgence écologique et urgence sociale ensemble, pas l'un sans l'autre, c'est une idée qui monte.

Le débat est largement ouvert

Concernant le financement, le prix du ticket ne représente en moyenne que 20% du coût global. Si pour financer la gratuité, il faut faire passer la contribution patronale de 1,8% à 2,5%, il faudra le décider. De plus, la présence dans les municipalités d'opérateurs privés comme Keolis ou Veolia, souvent en partenariat public/privé (PPP) est un des autres obstacles à lever. Remunicipaliser ces services publics est donc incontournable! Et en rafale, dans le débat, surgissent maintenant des questions importantes. La sortie du



Sur le périphérique parisien le 14 mars. PHOTO:THÉO ROUGE / JMB

«tout voiture» est maintenant en débat, avec une question immédiate, celle du moteur diesel. Et si on abandonne le diesel, on abandonne les salariés qui le fabriquent? Interdire les licenciements, continuité du salaire. Propriété

collective, socialisée, maîtrise démocratique... Vite, le bus arrive. Il s'agirait de ne pas louper le coche. Oui surtout pas louper le coche!
CorrespondantEs de la commission nationale écologie

FORD BLANQUEFORT

Plus qu'une victoire électorale

Les élections CE/DP du 6 mars dernier marquent une grosse progression (+10% par rapport à 2010) de la CGT: 61% du collège ouvrier et 52% tous collèges confondus. Les 5 autres syndicats (CFDT, UNSA, FO, CFTC et CGC) sont entre 3 et 16%. Un événement pour celles et ceux qui veulent se battre, dans un contexte de rapport à nouveau très tendu avec la direction.

Malgré les promesses de Ford, l'avenir de l'usine reste flou. Chômage partiel, baisses de production, difficile démarrage des nouvelles activités, organisation du travail pénible et incohérente... cela fait beaucoup. En CHSCT, nous dénonçons les conditions de travail dégradées (expertise et enquête votées), en CE un nouveau droit d'alerte est voté devant l'absence d'éléments concrets concernant la stratégie de Ford. La direction proteste, voire pète les plombs contre nous et notre positionnement. Elle espérait que les élections se traduiraient par une CGT affaiblie, lâchée par les salariéEs. C'est tout le contraire qui s'est passé.

Assez de baratin!

Les collègues ont massivement exprimé leur reconnaissance de la bataille menée par la CGT depuis les premières manifestations en 2007 contre la fermeture de l'usine. Cela est un encouragement pour les militantEs et donne une légitimité à nos actions. Ce vote montre que les salariéEs de Ford ne se font pas embobiner par le baratin patronal, qu'ils sont conscients que quelque part, l'avenir dépend de notre capacité de résistance. Même si cela ne garantit pas une mobilisation (nécessaire) des salariéEs pour la période qui vient, cela permet de marquer des points et de maintenir la pression sur Ford, mais aussi sur les pouvoirs publics. C'est déjà ça!
Philippe Poutou

PESTICIDES

Une semaine pour en sortir!

Pendant les 10 premiers jours du printemps, c'est la période de reprise des épandages de pesticides, c'est l'occasion de cerner les enjeux tant sanitaires qu'environnementaux des pesticides pendant la Semaine pour les alternatives aux pesticides.

Si c'est la pollution atmosphérique qui fait parler d'elle cette semaine, les pesticides utilisés en grandes quantités depuis les années 50 par l'agriculture intensive ne sont pas non plus à négliger (cancer, malformations congénitales, problèmes d'infertilité, problèmes neurologiques ou encore système immunitaire affaibli), comme le montrent les dernières études de l'INSERM. L'OMS a aussi estimé qu'il y a chaque année dans le monde 1 million de graves empoisonnements par les pesticides, avec quelque 220 000 décès. En France, la Mutualité sociale agricole (MSA) qui a en charge la médecine du travail et la prévention des risques professionnels des salariés agricoles, a trouvé des effets indésirables chez près d'un manipulateur sur 6, lors d'enquêtes portant sur une année d'utilisation professionnelle de pesticides. La MSA recense pas moins de 45 cas de personnes ayant obtenu la reconnaissance en maladie professionnelle du fait d'une exposition (aiguë ou chronique) aux pesticides (14 exploitants et 31 salariés agricoles).

Catastrophe sanitaire

Ces données sous-estiment très probablement la réalité de l'ampleur de la catastrophe sanitaire qui touche le monde paysan. La MSA semblait peu aider les salariés et protégerait même «le productivisme et les grandes firmes», selon Laurent Guillou, l'un des deux anciens salariés intoxiqués au sein de Nutréa-Triskalia. En témoigne aussi la toute jeune association Phyto-victimes qui a vu le jour en mars 2011 sous l'impulsion des salariés et paysans eux-mêmes. Une lente prise de conscience du côté des agriculteurs qui sont de plus en plus nombreux à remettre en question le tout-chimique, qu'ils aient touché les limites économiques de cette pratique qui finit par appauvrir leurs sols ou qu'ils aient compris les dangers pour eux, leurs proches, l'environnement et le consommateur, de l'agriculture intensive. La France figure toujours parmi les premiers utilisateurs de produits phytosanitaires en Europe... Le NPA revendique une agro-écologie paysanne par la sortie des intrants chimiques (engrais et pesticides) en moins de 10 ans et par une réforme de la PAC. Il soutient les travailleurs et paysans victimes des produits phytosanitaires comme ceux qui disent non aux pesticides. C'est ce que vient de faire Emmanuel Giboulot, viticulteur bio qui a reçu une amende de 1 000 euros pour avoir refusé de traiter ses vignes.
CorrespondantEs de la commission nationale écologie

de gauche» – ex-SNCF, ex-EADS) est déjà proposé pour diriger PSA: l'État monte en première ligne.

Moins d'emploi

Les commentaires enchantés, formulés lors du salon automobile de Genève et de l'attribution du titre de meilleure automobile de l'année à la Peugeot 308, voudraient faire croire à la reprise. Pourtant les faits sont têtus: la production de voitures en France a été en 2013 inférieure de 42% à son niveau d'avant crise en 2007, baisse plus importante que dans la plupart des autres pays d'Europe. Les effectifs salariés n'ont cessé de chuter.

Pendant l'année 2013, avec la fermeture d'Aulnay et le plan Varin de plus de 10 000 suppressions d'emplois, PSA a voulu rattraper le retard pris vis-à-vis de son compère et concurrent Renault. Et cela continue avec la suppression de lignes de montage dans les usines PSA

de Mulhouse et de Poissy. Les effets de l'accord de compétitivité antisocial se font de plus en plus sentir avec en particulier le gel des salaires et le raccourcissement des temps de pause. Cela a déclenché la semaine dernière un débrayage avec défilé dans l'usine de Mulhouse, faisant reculer la direction sur les temps de pause.

Plus de précarité

La création de 600 postes de travail est annoncée dans l'usine de Sochaux, mais 450 d'entre eux sont en intérim. Précarité, travail de nuit, voilà les recettes de PSA au lieu d'une répartition du travail disponible entre tous les sites et d'une réduction du temps de travail. En porte-parole habituel de la famille Peugeot, Moscovici a pu saluer «l'attachement de PSA à son site historique et la pérennité de son ancrage en France». Belle pérennité qui se fonde sur le recours massif à l'intérim!

Et de pollution

Au même moment, PSA et les autres constructeurs automobiles sont mis en cause. Le pic de pollution constaté dans une trentaine de départements trouve son origine, parmi d'autres causes, dans les moteurs diesel dont les émanations de «particules fines» sont reconnues cancérogènes. PSA suivi par Renault sont les champions du monde des moteurs diesel et, ceci expliquant cela, que la France est le pays où la part des véhicules diesel en circulation est la plus importante. Force est de reconnaître que PSA et Renault prouvent qu'ils se moquent autant de l'emploi et des conditions de travail que de la santé publique dans les villes abimées par la circulation automobile. Les salariés de l'automobile, en rien responsables de ces errements, n'ont pas à en payer les conséquences.
Jean-Claude Vessillier



Photo de famille - DR



Les comités en action!

Alfortville (94) En meeting unitaire. Bien que le maire PS d'Alfortville, bras droit de Valls, nous ait «prêté» une salle située dans une rue fermée pour cause de travaux... le meeting préparé par la liste unitaire PG/NPA/Ensemble (le PCF partant au 1^{er} tour avec le PS) s'est tenu mardi 11 mars devant une quarantaine de personnes. À la tribune, Martine Billard (PG), Stéphanie Treillet (Ensemble), Christine Poupin (NPA), Nathalie Levallois, tête de liste de «Osons l'autre gauche», Florent Pervez, n°2 de la liste, et une personne de Anticor (association anticorruption). Les trois intervenantes ont insisté sur la dimension politique et nationale de ces élections municipales. Martine Billard a tenu un discours très combatif, d'opposition de gauche, mais semblait ne pas savoir qu'il s'agissait d'une liste unitaire. Belle intervention de Christine qui a insisté sur la dimension internationale de la politique de Hollande (intervention néocoloniale en Afrique), mais aussi sur les «cadeaux» faits au patronat, la destruction du Code du travail (ANI) et le Pacte de responsabilité...

Un meeting qui n'a pas rassemblé largement mais qui a su faire entendre la voix de l'opposition de gauche anti-austéritaire à ce gouvernement, une voix que le NPA aurait aimé faire entendre d'avantage au sein de cette liste.

Caen (14) Faire entendre la voix de l'opposition de gauche au gouvernement.

Dans une campagne plutôt morne, la liste L'Alternative à Gauche a réuni 120 personnes mercredi 12 mars. Christine Poupin (NPA), Eric Coquerel (PG) et Nicolas Bénéès (Ensemble) ont apporté le soutien de leur organisation à la liste unitaire, qui repose largement sur la participation de militantEs d'associations et de syndicats.

Des travailleurs en lutte – un intermittent du spectacle, un syndicaliste de Renault Trucks et un autre de l'EPSM (l'hôpital psychiatrique) – ont apporté leur témoignage. Les intermittents du spectacle manifestaient l'après-midi même contre la remise en cause de leur régime spécifique d'indemnisation du chômage et contre la baisse des dépenses publiques pour la culture. Chez Renault Trucks, 508 suppressions d'emplois sont annoncées, dont plus d'une centaine dans l'établissement de la banlieue de Caen. À l'EPSM, deux mouvements de grève ont déjà obligé la direction à retirer son «plan de redressement» financier, comportant suppressions de postes et de jours de RTT. À Caen, après avoir manifesté le 18 mars, on votera le 23 mars pour L'Alternative à Gauche et on se prépare déjà pour le 12 avril.

Lille (59) Réunion publique avec Christine Poupin.

70 personnes y ont participé jeudi 13 mars: une affluence réduite par rapport à l'intérêt que suscite la présentation de ces listes auprès de nos sympathisantEs. L'occasion de renouer un contact distendu ces dernières années, et de rencontrer de nouvelles personnes, notamment des jeunes. Après les interventions de Benoît (comité jeunes), Marc Dubrul (liste anticapitaliste de Wattrelos), Jan Pauwels (liste «Lille anticapitaliste») et Christine Poupin, un débat s'est ouvert autour des questions de l'extrême droite, des médias et surtout des mobilisations en cours: journée de lutte du 18 mars, mais aussi intermittentEs du spectacle et salariéEs de La Redoute. Les sans-papiers présentEs ont annoncé leur manifestation du samedi 22 mars, une semaine après celle pour le droit au logement et deux après celle du 8 mars. Il a été beaucoup question des Roms, dont de nouvelles évacuations de camps sont prévues pour avril, tandis que la mobilisation est relancée autour des familles hébergées deux mois cet hiver à la Bourse du travail avant que la justice n'impose au préfet de les reloger jusqu'à la fin de la trêve hivernale. Des mobilisations parfaitement en lien avec les revendications pour les luttes et les élections portées par les listes anticapitalistes de Lille et Wattrelos.

Blois (41) Réunion publique «100% à gauche!» Vendredi 14 mars, Philippe Poutou est venu apporter le soutien du NPA à la liste menée par Marie-Anne Clément. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, avec diversité des âges, des origines, des activités, et des quartiers populaires: Quinière, Nord, Vienne... Des militantEs, des membres de la liste mais aussi de nouvelles têtes. Philippe a montré derrière les affaires récentes le fond de la situation, dénonçant la fausse gauche qui sert le Medef. D'où la nécessité de représenter une alternative politique servant réellement les intérêts des classes populaires.

À Blois, notre liste «100% à gauche» est un pas dans ce sens, le PCF s'associant dès le premier tour avec le PS local. Marie-Anne Clément a développé certains points du programme, entre autres sur la gratuité des transports, l'abandon des projets inutiles et trop coûteux, la démocratie réelle, l'égalité des droits (avec le droit de vote pour tous) et la fin des «cadeaux» (subventions sans conditions aux entreprises...). Après quelques commentaires ou questions (autour des questions de l'unité, des institutions républicaines ou de l'internationalisme), la soirée s'est terminée autour d'un dîner en centre-ville.

Campagne financière

Après la campagne municipale, la campagne financière continue...

Depuis plusieurs semaines, la campagne financière connaît son étiage le plus bas. Elle se poursuit mais la deuxième phase a bien du mal à démarrer réellement, la grande majorité des camarades mobilisant leurs énergies pour la campagne municipale.

Nous avançons à pas de tortue, semaine après semaine, mais sans atteindre le rythme qui nous permettrait, sinon d'atteindre l'objectif, du moins de ne pas en être trop loin. Le nombre de donateurs progresse mais a à peine dépassé les 2000 ce qui nous laisse encore une bonne marge de manœuvre. Nous finissons la campagne des

municipales et dans la foulée nous engageons la campagne des européennes, du moins sa préparation. C'est le moment de capitaliser les acquis du travail politique et organisationnel déployé ces dernières semaines. Nous nous sommes tournés vers l'extérieur, nous avons mobilisé un milieu autour de nous, ensemble nous pouvons aller de l'avant.

Des urnes au porte-monnaie

Capitaliser ce travail politique, c'est être présent aux élections européennes. Certes, les résultats attendus de ces élections donneront une photographie des rapports de forces politiques très mauvaise du point de vue des travailleurs et des classes populaires. Mais il y a là autant de raisons de trouver la force, la ténacité de poursuivre le travail engagé, de le consolider.

La perspective politique que nous avons enracinée autour de nous a besoin de s'inscrire dans une perspective globale, internationaliste, c'est-à-dire aussi européenne. La lutte contre l'austérité, c'est la lutte

contre le TSCG, contre l'Europe de l'austérité, du chômage et de la BCE. Continuer de développer largement nos idées, de construire notre courant, c'est nous donner les moyens d'être présents dans la campagne des européennes, c'est-à-dire relancer la campagne financière.

Après avoir voté anticapitaliste dimanche, il s'agira de passer du bulletin de vote à quelques euros de plus... De la commune à l'Europe des travailleurs et des peuples, un seul et même combat!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

Chroniques municipales

METZ (57) Une campagne unitaire pour dire BASTA!

Il nous en a fallu des heures de discussions animées, pour arriver à cette liste. Pas si facile de réunir des militantEs de la Fase, des libertaires, des écolos, des «dégoûtés des partis» qui ne veulent agir que sur le terrain associatif ou syndical, et des militantEs du NPA bien sûr.

Au départ, un seul point nous rassemblait: le refus catégorique de se rallier ou d'appeler à voter au second tour pour le maire sortant socialiste. C'est ce qui justifiait l'existence de notre liste face à celle menée par le PCF, sous l'étiquette Front de gauche. Une étiquette usurpée puisque les membres du FdG sont présents sur trois listes: PCF, PS et notre liste BASTA à laquelle participe en tant qu'organisation la Fase, ainsi qu'un militant «suspendu» du PG. Et au final, nous avons réussi à élaborer un programme de 32 pages, articulant revendications sociales et écologiques.

Opération Mettis gratuit! DR



La liste est menée par Stéphane Aurousseau (37 ans), un militant que nous côtoyons dans toutes les manifestations messines, non-encarté politiquement, un des fondateurs de l'association LGBT Couleurs gaies. La liste des 55 noms reflète la diversité de ce rassemblement, et cette liste sera la seule à présenter deux colistierEs Roms, façon de nous opposer concrètement aux discours de stigmatisation.

Riches de notre diversité

Si les discussions ont été animées, parfois tendues, c'est en menant concrètement campagne que notre liste a trouvé sa cohésion et sa dynamique. Les idées fusent, parfois loin de nos modes d'intervention traditionnels, et le résultat est là: des dizaines de personnes impliquées et déterminées. Basta la précarité, et la chasse aux pauvres: nous sommes allés verbaliser la sainte vierge installée avec la crèche devant la gare (eh oui, nous sommes en Moselle) pour dénoncer l'arrêté anti-mendicité que continue d'appliquer la mairie socialiste. Basta les transports publics payants, basta Keolis: nous sommes montés sans payer, à une vingtaine, dans le flambant neuf

Mettis, pour réclamer la gratuité et la remunicipalisation du réseau. Basta les logements vides: nous sommes allés taguer un immeuble vide depuis plusieurs années, alors que des centaines de personnes sont à la rue et que la mairie se refuse à réquisitionner.

Toutes ces interventions sont menées avec un enthousiasme et une détermination qui nous attirent la sympathie des personnes

rencontrées, et l'intérêt des médias. Dans la presse, on parle de «poil à gratter», mais aussi de notre tête de liste, «vrai animal politique capable de mettre la salle dans sa poche avec des vannes» (Républicain Lorrain). Du côté de nos sympathisantEs, on entend même parler d'un «style Besancenot».

Bref une campagne qui nous redonne de l'élan!
Correspondante

HENNEBONT (56) La gauche qui ose!

Le NPA 56 a présenté un candidat sur la liste «la gauche qui ose» conduite par Serge Gerbaud à Hennebont, la liste de l'actuelle majorité sortante.

Cette municipalité communiste a toujours défendu depuis 50 ans les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, des artisans, commerçants qui font vivre la ville. À l'image d'Eugène Crépeau, mémoire vivante des luttes, relayé par Gérard Perron, notamment pour la défense de la SBFM et de ses emplois, le NPA s'inscrit dans cet héritage de résistances sociales sans complaisances.

Sans le PS...

Nous participons à l'élaboration du programme en insistant sur le volet social: gratuité des transports; gratuité des 10 premiers mètres cubes d'eau et sa municipalisation;

construction de logements pour tous pour lutter efficacement contre la spéculation immobilière, facteur d'exclusion sociale; lutte contre la précarité par une politique d'emploi pérenne...

Le NPA du Morbihan a accepté d'intégrer la liste menée par les communistes sous une seule condition: pas d'accord électoral avec le Parti socialiste et EELV que nous considérons comme des partis droitières de notables. Nous considérons que l'intérêt des Hennebontais passe avant les petits calculs électoralistes: «mieux vaut jeûner avec les aigles que picorer avec les poules»!
CorrespondantEs

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité

et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service,

pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».
Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org

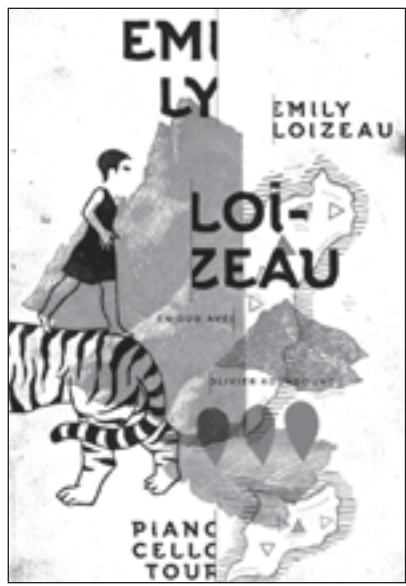
Musique

Piano cello tour Emily Loizeau

Depuis le 15 février dernier, Emily Loizeau et Olivier Koundouno, au violoncelle, ont entamé un Piano cello tour d'une vingtaine de dates, revisitant les trois derniers albums de la chanteuse¹. On y retrouve certaines des chansons réalistes du début (*Je ne sais pas choisir, Jalouse...*), certaines de celles, plus troublantes, travaillées par d'autres rythmes, d'autres images, d'autres visions (*Pays sauvage, Fais battre ton tambour...*) et d'autres encore.

Cette version pour un piano et un violoncelle offre une grande proximité avec la voix et les textes (qui ont la simplicité et la précision d'un geste de danseur), et c'est en cela aussi que le choix de ce duo et de ce cadre intimiste prend sens. Car s'il est, ces dernières années, quelques artistes qui ont su travailler musique et texte comme deux formes d'une même matière, les faisant si incroyablement raisonner l'une et l'autre, Emily Loizeau en est, avec entre autres, mais sans doute possible, Arthur H, Lhasa de Sela et le récent, bien que paru six ans après sa mort, *Post mortem* de Guillaume Depardieu.

On tente parfois aujourd'hui (mais cela n'est pas récent), dans une culture du «canton» et du chacun chez soi, de séparer distinctement chanteurs et poètes, de donner les uns à la littérature et de laisser les autres à la musique... Comme si leurs rencontres ne pouvaient avoir lieu qu'à l'abri d'un événement ou d'une initiative toute particulière.



La poésie et la musique, par le rapport qu'elles entretiennent au rythme, sont sœurs et, en ce sens, toute tentative cherchant à les faire s'abreuver l'une de l'autre, entrer en collision, mais également se singulariser, est à saluer. Le piano cello tour passera par Paris le 19 mai prochain au théâtre Dejazet, mais d'ici là il y aura plusieurs dates dans le reste de la France, en Suisse et en Belgique. On peut retrouver l'ensemble des dates de la tournée sur le site www.emilyloizeau.fr.

Samaël Steiner
1- *L'autre bout du monde* (2006), *Pays sauvage* (2009) et *Mothers and Tygers* (2012)

Science-fiction

Tau Zéro de Poul Anderson

Le Belial, 2012, 20 euros.

Poul Anderson (1926-2001) est un grand de la science-fiction mondiale. Adeptes des théories de Langevin et d'Einstein, il est l'inventeur de la *Patrouille du Temps* (1960), cycle concept, souvent imité (notamment par Henri Vernes pour *Bob Morane*) où l'histoire humaine est surveillée par une police anti-paradoxe. *Tau zéro*, son meilleur récit, est aussi une ballade aux confins du temps mais beaucoup plus réaliste. «*Les nombres connus de l'homme sont impuissants à décrire les confins de l'espace temps*». Les 55 scientifiques du XXIII^e siècle, embarqués sur le vaisseau spatial «Leonara-Christina» vont s'en rendre compte à leurs dépens.

Un voyage sans retour possible de 33 années lumière doit leur permettre d'atteindre Beta Virginis, une planète en dehors de notre système solaire. En vertu des principes de relativité et du facteur «Tau», les passagers ne devraient passer que 5 ans dans l'espace. Sauf que le statoréacteur qui puise son énergie au sein même de l'espace pour lui permettre d'évoluer à des vitesses relativistes, se détraque et le navire se trouve confronté à une accélération continue. En compensation, le temps à bord ralentit dans les mêmes proportions : le facteur «Tau» tend vers zéro. Petit problème, cette fuite en avant cosmologique représente

un plongeon de 100 milliards d'années dans l'avenir.

Un moment où l'univers commence à se reconstruire en un mouvement similaire à celui qui précéda le Big Bang. Angoisse à bord, la matière va-t-elle se trouver condenser en un seul point ? Pas de *Patrouille du temps* pour les sortir de là !

Ce chef-d'œuvre était resté sans traduction pendant 40 ans. Il est aujourd'hui disponible : 20 euros pour atteindre les rives extrêmes du temps !

Sylvain Chardon



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie** la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

Essai

La coupe est pleine!
Les désastres économiques et sociaux des grands événements sportifs, CETIM, 2013, 10 euros.

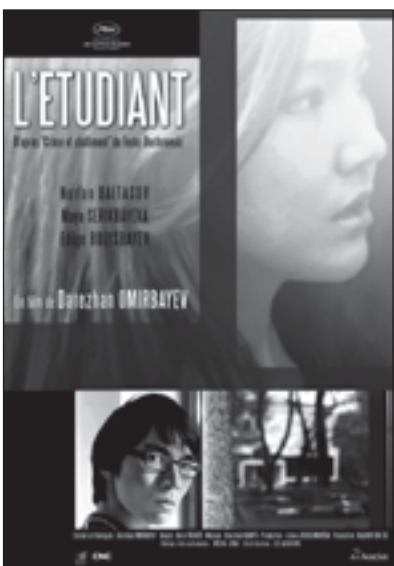


À l'heure des jeux de Sotchi, vous trouvez ridicule de dilapider des milliards pour organiser des compétitions de curling, de biathlon et autres épreuves improbables ? Vous ne supportez plus de voir la tête de Vladimir Poutine sur tous les écrans sous prétexte d'olympisme ? Vous détestiez Footix ? Vous pensez comme les manifestantEs de Rio que le Brésil a autre chose à faire que d'organiser une Coupe du monde de baballe en 2014 alors qu'une partie de sa population vit dans l'indigence ? Vous pensez que la FIFA est complice des dictateurs et le CIO des capitalismes néolibéraux... ou l'inverse ? Vous n'êtes pas seuls ! Le CETIM (Centre Europe Tiers Monde) publie un ouvrage qui passe en revue les pires aspects des grands événements sportifs internationaux : jeux Olympiques, Coupe du monde de football et autres... À travers une série d'articles venus le plus souvent des pays où les auteurs ont eu à subir de telles compétitions, ce petit bouquin dresse un bilan sévère du «capitalisme sportif» : du coût de ces événements (un article évoque comment, en Afrique du Sud, les coûts d'organisation de la Coupe du monde n'en finissent pas de peser sur la population) aux usages politiques (Argentine 1978, Pékin 2008) en passant par les jeux troubles du CIO et de la FIFA...
Pierre Ballon

Cinéma

L'étudiant de Darezhan Omirbayev

Avec Nurlan Baitasov, Maya Serikbayeva et Edige Bolysbaev. Sortie mercredi 5 mars.



Tout commence par un film dans le film. Sur un plateau de tournage, un jeune assistant, fasciné par une jeune actrice en robe rouge, lui apporte du thé lors d'une pause. Maladroit, il en renverse sur la robe. La fille donne un coup de téléphone. Dans une voiture de type 4x4, son compagnon ou mari arrive avec deux gros bras qui tabassent le jeune sur le champ. «*C'est une scène de la vie réelle d'aujourd'hui*» précise Darezhan Omirbayev qui explique qu'elle lui a été racontée par quelqu'un qui l'a vécue. Son film est une transposition du roman de Dostoïevski, *Crime et châtiment*. Un étudiant pauvre et solitaire cambriole une épicerie : l'épicier (qu'il

avait vu renvoyer une retraitée pour quelques centimes en moins) et une cliente sont tués. Miné par la culpabilité, il finit par assumer son acte grâce à sa rencontre avec une jeune fille. Défilent des personnages emblématiques du Kazakhstan d'aujourd'hui : un poète dont personne ne lit plus les œuvres, deux professeurs (l'un néolibéral acharné, l'autre complètement creux) et un autre conducteur de 4x4 qui massacre un âne à coups de

club de golf. En arrière-plan, la ville et ses buildings rutilants : avec ses ressources en pétrole, gaz et minerais, le Kazakhstan est un paradis pour les groupes de travaux publics. Omirbayev a tourné son premier long métrage, *Kairat*, en 1991, au moment de la chute de l'URSS. Il a réalisé six longs métrages qui forment la chronique d'une société labourée par un capitalisme corrompu et oligarchique.
Henri Wilno

Coup de gueule
Pas d'argent pour la culture ?

Il n'y aurait pas d'argent pour la culture... Mais le 10 mars dernier, les funérailles quasi nationales d'Alain Resnais ont donné lieu à une gabegie d'argent publique. Autour de l'église Saint-Vincent-de-Paul, pas moins de quatorze fourgons de police, toutes les rues autour de l'église fermées, même aux piétons. Et la nuit précédente, des camions grues avaient enlevé toutes les voitures. Et comme on est dans une vraie république bananière, les nombreux SDF du quartier avaient

été priés d'aller voir ailleurs, tandis qu'une escouade de balayeurs municipaux nettoyaient trottoirs et caniveaux pour ne pas choquer les VIP avec les canettes et papiers gras qui font

l'ordinaire du quartier. Dans le cadre des élections municipales, sécurité et propreté sont les mamelles des programmes des principaux candidats...
Catherine Segala

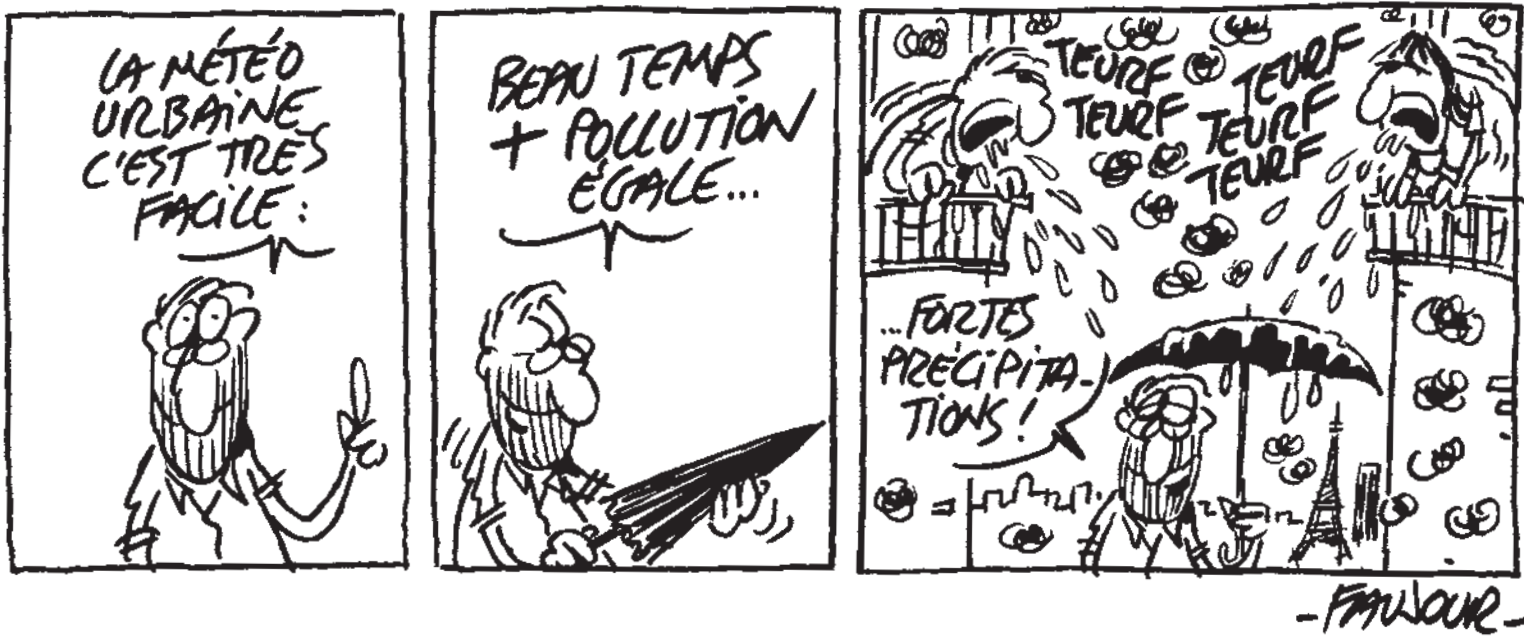


Expo photo



Henri Cartier-Bresson
au Centre Pompidou jusqu'au 9 juin.

Cinq cents photographies : une rétrospective inédite de l'œuvre d'Henri Cartier-Bresson depuis la disparition de l'artiste. Celui que l'on a surnommé «*l'œil du siècle*» fut l'un des grands témoins de notre histoire. La diversité de son parcours de photographe : du surréalisme à la guerre froide, en passant par la guerre d'Espagne, la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation. À la fois chronologique et thématique, le parcours s'articule autour de trois axes. La période des années 1926 à 1935 est marquée par la fréquentation du groupe surréaliste, les débuts photographiques et les grands voyages à travers le monde. Un second volet est consacré à l'engagement politique d'Henri Cartier-Bresson, de son retour des États-Unis en 1936 jusqu'à son nouveau départ pour New York en 1946. Une troisième séquence s'ouvre avec la création de Magnum Photos en 1947 et s'achève au début des années 1970, au moment où Henri Cartier-Bresson arrête le photo-reportage.
Milo



L'Anticapitaliste | Libre expression

Intermittents «Pour le Medef et son allié la CGPME, l'objectif est de se désengager des annexes, de les sortir de la solidarité interprofessionnelle»



Entretien. Christophe Jaillet est comédien et marionnettiste. Il est membre du SFA-CGT (Syndicat français des artistes) et a participé à toutes les luttes des intermittents à Lyon depuis 1991. Avec lui, nous revenons sur les débats autour du régime des intermittentEs, et leur mobilisation en défense des acquis.

Quels sont les projets du Medef concernant le régime spécifique des intermittents du spectacle? Celui-ci est-il réellement divisé comme pourrait le laisser entendre la prise de position de Laurence Parisot dans les Échos?

Laurence Parisot n'a jamais eu à traiter la « patate chaude » du régime spécifique d'indemnisation chômage des intermittents du spectacle. Dès 2008, Sarkozy avait demandé la prorogation en l'état des annexes 8 et 10 jusqu'en 2013: il ne voulait pas être emmerdé avec ça alors qu'il y avait des dossiers lourds à venir (réforme des retraites, de la Sécurité sociale, loi TEPA, TVA sociale etc.). Parisot n'a jamais vraiment digéré son éviction lors du vote du Conseil exécutif en mars 2013 alors qu'elle était candidate à sa succession à la tête du Medef. Donc, c'est plus « le coup de pied de l'âne » à Gattaz qu'un soutien vibrant à la politique culturelle ou un soudain amour pour les acteurs de la culture en France...

Pour le Medef et son allié la CGPME, l'objectif est de se désengager des annexes, de les sortir de la solidarité interprofessionnelle. Mais l'objectif est difficilement atteignable car les professionnels du secteur sont fortement mobilisés depuis plus de vingt ans. La difficulté pour le Medef est de séparer le bon grain de l'ivraie. Ils veulent continuer à faire du dumping grâce à la permittance, c'est-à-dire l'emploi d'intermittents de façon permanente ou quasi permanente par un même employeur (dans les boîtes audiovisuelles, par exemple, qui abusent du recours au CDD d'usage avec la bienveillance hypocrite du patronat) et refourguer à la charge de l'État les « improductifs et subversifs » du spectacle vivant. C'est ce qui a été en partie réalisé en 2003 avec la poursuite du phénomène de la permittance dans le

secteur privé et la prise en charge de fonds spéciaux abondés par le ministère de la Culture (fonds de transition, fonds transitoire, fonds de professionnalisation, AFD etc.) pour ceux « qui n'arrivent plus à faire leurs heures ». Pour l'heure, le patronat n'a pas évoqué dans ses projets un traitement différencié des artistes et des techniciens.

Que penses-tu de l'argument, largement repris dans les milieux culturels, de l'apport économique que représente aujourd'hui le monde de la culture et qui justifierait de le protéger?

C'est un terrible renoncement, une défaite idéologique! Cela pourrait avoir des conséquences tragiques à l'avenir. En utilisant les arguments des capitalistes, à force de clarionner que la culture, c'est un champion économique (on « pèse » plus que l'industrie automobile en terme d'emplois, etc.), cela ne justifiera-t-il pas de supprimer les subsides nécessaires à une création diverse, qui ne soit pas inféodée au pouvoir économique? Si la culture est rentable et rapporte, pourraient affirmer les capitalistes, pourquoi alors ne pas l'intégrer dans les négociations de l'accord de libre échange panaméricain?

Quelles sont les revendications principales du mouvement? Et sur quoi, car il n'est pas unifié, se divise-t-il?

Loin de la guerre souterraine de 2003 entre les partisans des thèses de Toni Negri et du revenu universel et les organisations syndicales du secteur (CIP/IDF contre Fédération du spectacle CGT), le mouvement est aujourd'hui unifié autour du Comité de suivi et de ses propositions pour la réforme des annexes spécifiques de l'assurance chômage des artistes et techniciens, avec la caution des deux ministres

socialistes, Sapin et Filippetti. Sans entrer dans des détails trop techniques, le Comité de suivi préconise une annexe unique pour les artistes et les techniciens: 507 heures sur 12 mois, pour ouvrir 12 mois d'indemnisation avec une date anniversaire préfixe, l'assimilation des périodes de travail hors spectacle à raison d'un tiers des heures, le plafonnement mensuel du cumul salaires et allocations chômage et un nouveau mode de calcul plus mutualiste, maintien du principe de solidarité intra et interprofessionnel.

En quelques jours, la mobilisation a connu un fort accroissement. Quelles sont les prochaines échéances?

La dernière séance de négociation de l'assurance chômage aura lieu le 20 mars. Il y a fort à parier que grâce à la forte mobilisation, l'ordre du jour portera intégralement sur le régime général et l'annexe 4 et que les annexes 8 et 10 seront prorogées, dans l'attente pour le Medef de trouver une nouvelle fenêtre de tir plus favorable (au mois d'août?) afin de modifier à la baisse ces annexes. C'est pourquoi il faudra que les forces en lutte restent mobilisées...

La question de la grève est-elle abordée? En particulier celle des festivals?

La question de la grève est complexe. L'avis le plus répandu chez les artistes, c'est qu'il est plus efficace de rencontrer le public, lire des textes avant ou après les spectacles, faire signer des pétitions, créer des happenings spectaculaires (manifs de droite, enterrements scénarisés, etc.) plutôt que de descendre le rideau de fer. Pour beaucoup, le travail est rare et ils ont le sentiment de « se tirer une balle dans le pied » en ne jouant pas.

Pour les techniciens, qui ont un rapport au travail plus proche des ouvriers, la grève reste le recours ultime. Ainsi, en juillet 2003, c'est la grève d'une demi-douzaine de techniciens qui a conduit à l'annulation du festival d'Avignon. Il y a aussi l'arme de « l'écran noir » à la télévision, chose qui n'est jamais arrivée, ce qui eut été possible dans les années 70 à l'époque de l'ORTF, mais qui semble quasi impossible techniquement à réaliser aujourd'hui.

Cette bataille intervient alors qu'une mobilisation était en cours contre la diminution du budget de la culture (ce que la droite n'avait jamais osé faire). Commentaires articulés ces deux luttes?

Assez difficilement. La difficulté provient du télescopage des « marches pour la culture » initiées conjointement en janvier par les employeurs du secteur et la CGT spectacle, et la lutte pour la sauvegarde des annexes 4, 8 et 10 qui se développe depuis l'annonce choc du patronat du 12 février de la suppression des trois annexes. La porosité entre les deux mouvements n'est pas pour plaire aux patrons du secteur qui défendent des positions assez corporatistes, mais légitimes tant la politique culturelle du gouvernement socialiste est en régression depuis 2012. En région, les militants de la CGT jouent les « entremetteurs » entre les privés d'emploi et précaires du PEP-CGT et les responsables du Syndicat des entreprises artistiques et culturelles (Syndéac), de la Chambre professionnelle des directions d'opéra (CPDO) et du Syndicat national des scènes publiques (SNSP). Ils essayent de garder l'unité de la lutte sans laisser le leadership à l'une ou l'autre partie, chose pas toujours aisée tant les antagonismes sont forts... **Propos recueillis par Olivier Neveux**

Vu ailleurs



ESPAGNE : CRIMINALISATION DE LA GRÈVE.

Huit ans et deux mois de prison, et plusieurs milliers d'euros d'amende. C'est la peine requise aujourd'hui par le ministère public de Madrid contre huit syndicalistes espagnols d'Airbus. Leur faute? Avoir participé à la grève générale du 29 septembre 2010, destinée à protester contre les mesures d'austérité mises en place par le gouvernement espagnol. Comme dans d'autres endroits en Espagne, la manifestation et les piquets de grève organisés devant l'usine d'Airbus de Getafe, dans la banlieue de Madrid, avaient dégénéré en affrontements avec la police. Trois ans et demi plus tard, huit des manifestants – comme par hasard tous des employés d'Airbus ayant occupé des responsabilités syndicales dans l'usine – se trouvent accusés d'« attentat contre l'autorité », de « blessures » et d'« attentat contre la liberté des travailleurs ».

Les syndicats espagnols récusent les accusations portées contre les « huit d'Airbus ». Ils dénoncent une tentative de répression « sans précédent depuis la dictature franquiste », qui illustre la « régression » que connaît actuellement l'Espagne sous le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. [...] Les inculpés ont reçu le soutien de centaines d'associations, mouvements sociaux et partis politiques, ainsi que de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la Confédération syndicale internationale de l'industrie IndustriALL. « Cette peine d'emprisonnement manifestement excessive que réclame le ministère public est totalement démesurée par rapport aux faits reprochés et fait craindre la menace d'une criminalisation du droit de grève en Espagne », déclare le secrétaire général d'IndustriALL Jyrki Raina.

« Espagne : huit ans de prison requis contre des syndicalistes d'Airbus », Olivier Petitjean, Bastamag, 14 mars 2014.

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 10 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org